

Rapport sur le développement dans le monde 2005

*Un meilleur climat
de l'investissement pour tous*

Rapport sur le développement dans le monde 2005

*Un meilleur climat
de l'investissement pour tous*

Abrégé

© 2004 The International Bank for Reconstruction and Development/ The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, États-Unis d'Amérique
Téléphone : 202 473 1000
Site Web : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés.

1 2 3 4 07 06 05 04

Maquette de couverture et conception : Susan Brown Schmidler
Illustration de la couverture commanditée par l'équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2005 ; © Linda Frichtel

Le présent Abrégé résume le contenu du *Rapport sur le développement dans le monde 2005*, co-publié par la Banque mondiale et Oxford University Press. Il a été établi par les services de la Banque mondiale, et les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs ni des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées et n'accepte aucune responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, normalement, accorde sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir cette autorisation, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, Massachusetts, 01923 (États-Unis d'Amérique) ; tél. : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site Web : www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande par courrier à l'adresse suivante : Office of the Publisher, World Bank, 1818 H Street NW, Washington, D.C. 20433 ; par télécopie, au 202-522-2422 ; ou par courriel :

pubrights@worldbank.org.

ISBN 0-8213-6009-4

ISSN 0163-5085

Table des matières du Rapport sur le développement dans le monde 2005

Vue d'ensemble 1

Le climat de l'investissement est d'une importance fondamentale pour stimuler la croissance et faire reculer la pauvreté 1

Réduire les coûts, les risques et les obstacles à la concurrence 4

Pour avancer, il ne suffit pas de modifier les politiques officielles 5

Un processus plutôt qu'une action ponctuelle 7

Mettre en place les éléments essentiels 9

Au-delà de l'essentiel, de nouveaux problèmes se posent 12

La communauté internationale peut apporter une aide 14

PARTIE I

Améliorer le climat de l'investissement 17

1 Le climat de l'investissement, la croissance et la pauvreté 19

Comprendre le climat de l'investissement 20

Comment le climat de l'investissement stimule la croissance et fait reculer la pauvreté 24

Focaliser davantage les efforts sur la réduction de la pauvreté 31

Instaurer un meilleur climat de l'investissement pour tous 35

2 Affronter les problèmes fondamentaux 36

L'antagonisme fondamental : les préférences des entreprises ou l'intérêt public ? 37

Maîtriser la recherche de rente 40

Établir la crédibilité 45

Promouvoir la confiance dans les pouvoirs publics et leur légitimité 50

Veiller à ce que les mesures prises par l'État tiennent dûment compte des capacités institutionnelles 53

Progresser 54

3 Maîtriser un vaste programme d'action 56

Le climat de l'investissement en tant que programme d'action global 56

Définir les priorités 58

Gérer les réformes individuellement 68

Maintenir la dynamique 71

Renforcer les capacités 74

PARTIE II

Mettre en place les éléments essentiels 77

4 Stabilité et sécurité 79

Vérifier les droits de propriété sur la terre et d'autres biens 80

Faciliter l'exécution des contrats 84

Réduire les délits 89

Mettre fin aux expropriations non indemnisées 92

5 Réglementation et fiscalité 95

Réglementation des entreprises 95

Fiscalité des entreprises 106

Réglementation et taxation à la frontière 111

6 Financements et infrastructure 115

Les marchés financiers 115

L'infrastructure — relier les entreprises entre elles et élargir les opportunités de marché 124

7 Main-d'œuvre et marchés du travail 136

Promouvoir une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé 137

S'assurer que les interventions profitent à l'ensemble des travailleurs 141

Aider les travailleurs à s'adapter aux changements 151

PARTIE III

Aller au-delà de l'essentiel ? 157**8 Interventions sélectives 159**

Les charmes — et les pièges — des interventions sélectives 159

Données d'expérience dans certains domaines 163

9 Les règles et les normes internationales 175

Les accords internationaux et le climat de l'investissement 175

Renforcer la crédibilité 176

Promouvoir l'harmonisation 180

Traiter le problème des retombées internationales 182

Les problèmes qui se posent à l'avenir 184

PARTIE IV

Quelle aide peut apporter la communauté internationale 187**10 Quelle aide peut apporter la communauté internationale 189**

Supprimer les distorsions dans l'économie des pays développés 189

Fournir une assistance plus généreuse et plus efficace 190

Faire avancer l'important programme d'action relatif au savoir 195

Note bibliographique 198**Notes 199****Références 210****Indicateurs importants 243****Mesurer le climat de l'investissement 244**

Problèmes posés par la mesure du climat de l'investissement 244

Nouvelles mesures de la Banque mondiale 245

Notes techniques 250

Principaux Indicateurs du développement dans le monde 253

Sources des données et méthodologie 253

Changements introduits dans le système de comptabilité nationale 253

Classification des économies et chiffres récapitulatifs 254

Terminologie et couverture géographiques 254

Notes techniques 265

Avant-propos

Ce *Rapport sur le développement dans le monde* traite de la nécessité d'offrir des opportunités aux individus pour leur permettre d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leur niveau de vie. Il traite de la nécessité d'instaurer un climat qui offre aux firmes et aux entrepreneurs de toutes catégories — depuis les agriculteurs et les microentreprises jusqu'aux industries manufacturières locales et aux multinationales — la possibilité et l'envie d'investir de manière productive, de créer des emplois et de développer leurs activités, et par là même de contribuer à promouvoir la croissance et à faire reculer la pauvreté. Le Rapport aborde donc l'une des gageures fondamentales du développement.

Offrir davantage d'opportunités aux habitants des pays en développement est une nécessité urgente pour les gouvernements de la communauté internationale. Près de la moitié de la population de la planète vit avec moins de 2 dollars par jour, et 1,1 milliard d'habitants subsistent à grand peine avec moins de 1 dollar par jour. Dans toutes les régions, le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois plus élevé que le taux de chômage moyen de la population active, et la croissance démographique gonflera la population des pays en développement de près de 2 milliards d'habitants dans les 30 années à venir. L'amélioration du climat de l'investissement dans les pays en développement est indispensable pour fournir des emplois et des opportunités aux jeunes et bâtir ainsi un monde plus soucieux d'intégrer les laissés-pour-compte, plus équilibré et plus pacifique.

Il y a des nouvelles positives. Plus nombreux sont les gouvernants qui reconnaissent que leurs politiques et leur comportement influent de façon déterminante sur le climat de l'investissement, et ils engagent des réformes. La Chine et l'Inde offrent des exemples incontestables : dans ces pays, l'amélioration du climat de l'investissement a stimulé la croissance et s'est traduit par la réduction la plus spectaculaire de la pauvreté que ces pays aient connu dans leur histoire. De nombreux autres pays entreprennent des réformes, mais les progrès demeurent lents et inégaux. Les pouvoirs publics continuent de faire supporter des coûts inutiles aux firmes et aux entrepreneurs, d'instaurer un environnement chargé d'incertitudes et de risques et d'ériger des obstacles injustifiés à la concurrence.

Le *Rapport sur le développement dans le monde* de cette année, la 27^e édition d'une publication phare de la Banque mondiale, examine ce que les pouvoirs publics peuvent faire pour instaurer un meilleur climat de l'investissement pour leur communauté sociale. Prenant appui sur de nouveaux travaux de recherche, et en particulier sur une série d'enquêtes auprès de quelque 30 000 entreprises dans 53 pays en développement, d'autres données et des études de cas sur des pays, il présente quatre conclusions principales.

Premièrement, le Rapport souligne que l'objectif doit être d'instaurer un climat de l'investissement qui soit meilleur pour tous — à deux égards. Le climat de l'investissement doit profiter à l'ensemble du corps social, et pas seulement aux entreprises. Pour la qualité du climat de l'investissement, il est donc important d'appliquer une réglementation et une fiscalité judicieuses. Et le climat de l'investissement doit englober toutes les catégories d'entreprises, pas seulement celles qui sont importantes et qui ont de l'influence. Qu'elles soient petites ou grandes, locales ou étrangères, à forte ou faible intensité de technologie, toutes les entreprises apportent, en se complétant, une contribution importante à la croissance économique et au recul de la pauvreté.

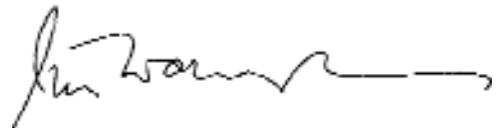
Deuxièmement, le Rapport montre que l'action engagée pour améliorer le climat de l'investissement ne doit pas se limiter à réduire simplement les coûts de l'activité économique. Ces coûts peuvent en fait être extraordinairement lourds dans de nombreux pays et représenter plusieurs fois les impôts que les entreprises versent à l'État. Mais ce sont les risques liés à l'action gouvernementale qui préoccupent le plus les entreprises des pays en développement et qui peuvent paralyser leurs investissements. En outre, les obstacles à la concurrence restent omniprésents, et ils érodent les incitations qu'ont les entreprises d'innover et d'accroître leur productivité. Les gouvernants doivent traiter les trois aspects d'un bon climat de l'investissement.

Troisièmement, le Rapport souligne que les progrès dans ce domaine exigent davantage que des changements dans les politiques officielles. La différence qui existe entre ces politiques et leur application dans la pratique est parfois énorme, et l'importance du secteur informel dans de nombreux pays en développement en est la preuve la plus palpable. Les gouvernants doivent s'employer à estomper ces différences et à traiter les causes plus profondes de l'échec des politiques, qui peuvent compromettre la qualité du climat de l'investissement. Ils doivent s'attaquer à la corruption et à d'autres formes de recherche de rente, établir leur crédibilité auprès des entreprises, renforcer la confiance dans les pouvoirs publics et leur légitimité, et veiller à ce que leurs interventions tiennent compte des réalités locales.

Enfin, le Rapport examine les stratégies à mettre en œuvre pour maîtriser un programme d'action de cette ampleur. Il souligne que la perfection n'est pas indispensable et que point n'est besoin de tout faire tout de suite. Mais il faut que les gouvernants s'emploient à lever des contraintes importantes d'une manière qui mette les entreprises en confiance pour les inciter à investir — et qu'ils maintiennent la dynamique des réformes en cours. La persistance est payante.

Ces conclusions sont étayées par une analyse détaillée et de nombreux exemples présentés tout au long du Rapport, ce qui devrait fournir des indications pratiques aux gouvernants et aux autres responsables soucieux de promouvoir la croissance et de faire reculer la pauvreté dans les pays en développement.

L'amélioration du climat de l'investissement est le premier pilier de la stratégie globale de développement de la Banque mondiale. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2005* complète la publication de l'an dernier, qui traitait des principaux aspects du deuxième pilier de cette stratégie : investir dans les ressources humaines et donner aux populations les moyens d'exploiter les opportunités qui se présentent à elles. Ensemble, ces deux rapports offrent des conseils sensés et présentent des données de recherche qui aideront la Banque mondiale et nos partenaires à réaliser notre rêve commun — un monde sans pauvreté.



James D. Wolfensohn
Président
Banque mondiale

Remerciements

Le présent rapport a été préparé par une équipe dirigée par Warrick Smith, et dont faisaient partie Mary Hallward-Driemeier, Gaiv Tata, George Clarke, Raj Desai, Timothy Irwin, Richard Messick, Stefano Scarpetta et Ekaterina Vostroknutova. Leora Klapper et Sunita Kikeri ont également apporté leur contribution. L'équipe a été assistée par Yanni Chen, Alexandru Cojocaru, Zenaida Hernandez, Tewodaj Mengistu, Claudio E. Montenegro et David Stewart. Bruce Ross-Larson était le rédacteur en chef. Les travaux ont été lancés sous la direction de Nicholas Stern et exécutés sous la direction de François Bourguignon.

Beaucoup d'autres personnes, des services de la Banque et de l'extérieur, ont formulé des commentaires utiles, et notamment Daron Acemoglu, Erik Berglöf, Robin Burgess, Ha-Joon Chang, Shantayanan Devarajan, David Dollar, John Haltiwanger, Michael Klein, Howard Pack et Lant Pritchett. Le Groupe de gestion des données sur le développement a participé à la mise au point de l'annexe sur les données et il était chargé de la section concernant les Indicateurs du développement dans le monde. Les travaux de recherche de base ont été financés en grande partie par des dons généreux de fonds fiduciaires du Département du développement international (Royaume-Uni) et de la Suède et de la Suisse.

L'équipe a procédé à de très larges consultations pour la rédaction de ce rapport, consultations qui ont pris la forme d'ateliers à Berlin, Dar es-salaam, Londres, New Delhi, Shanghai et Washington ; de vidéoconférences avec les sites du Brésil, de l'Égypte, du Guatemala, du Honduras, du Japon, du Liban, du Nicaragua, de la Russie et de la Serbie-et-Monténégro ; ainsi que des discussions en ligne au sujet de l'avant-projet de rapport. Des chercheurs, de hauts fonctionnaires et des agents d'organisations non gouvernementales et d'organisations du secteur privé ont participé à ces ateliers, ces vidéoconférences et ces discussions.

Rebecca Sugui a fait fonction d'assistante exécutive pour l'équipe, Ofelia Valladolid, d'assistante de programme, et Madhur Arora et Jason Victor, d'assistants de l'équipe. Evangeline Santo Domingo a fait fonction d'assistante de gestion des ressources.

La conception, la rédaction et la production de l'ouvrage ont été coordonnées par le Bureau des publications sous la supervision de Susan Graham, Denise Bergeron et Janet Sasser.

Abrégé

Un meilleur climat de l'investissement pour tous

L'entreprise privée est au cœur du processus de développement. Mues par la recherche du profit, les entreprises, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, depuis les agriculteurs et les microentreprises jusqu'aux industries manufacturières locales et aux multinationales de l'économie informelle — investissent dans de nouvelles idées et de nouvelles installations qui renforcent les fondements de la croissance économique et de la prospérité. Elles fournissent plus de 90 % des emplois, offrant aux agents économiques la possibilité de mettre leurs talents en pratique et d'améliorer leur situation. Elles produisent les biens et services nécessaires pour assurer l'existence des populations et améliorer leur niveau de vie. Elles sont aussi la principale source des recettes fiscales, permettant ainsi d'assurer les financements publics nécessaires pour la santé, l'éducation et d'autres services. Les entreprises sont donc un acteur central de l'action engagée pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté.

Qu'est-ce qui détermine les contributions que l'entreprise apporte à la société ? C'est principalement le climat de l'investissement — autrement dit les facteurs propres à la localisation de l'entreprise qui lui donneront la possibilité ou le désir d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer ses activités (encadré 1). Les politiques et le comportement des pouvoirs publics ont une incidence fondamentale sur le climat de l'investissement. Si les gouvernants ont une influence restreinte sur des facteurs tels que la géographie, ils peuvent agir de façon plus décisive sur la sécurité des droits de propriété, les choix d'orientation en matière de réglementation et de fiscalité (tant à la frontière qu'à l'intérieur du territoire national), la fourniture d'équipements d'infrastructure, le fonctionnement des marchés financiers et

des marchés du travail, ainsi que sur des caractéristiques plus générales de la gouvernance, telles que la corruption.

L'amélioration des politiques et du comportement des pouvoirs publics qui façonnent le climat de l'investissement est d'une importance fondamentale pour stimuler la croissance et faire reculer la pauvreté. Les progrès dans ce domaine sont donc d'une importance particulièrement cruciale pour les gouvernants du monde en développement — où 1,2 milliard d'habitants survivent à grand peine avec moins de 1 dollar par jour, où le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois plus élevé que la moyenne de la population active et où l'évolution démographique accroîtra la population de la planète de près de 2 milliards d'habitants dans les 30 années à venir. Il est indispensable d'offrir davantage d'emplois et de nouvelles opportunités aux jeunes pour instaurer un monde plus soucieux d'intégrer les laissés-pour-compte, plus équilibré et plus pacifique.

Les données recueillies récemment par la Banque mondiale ouvrent de nouvelles perspectives sur les facteurs qui expliquent pourquoi le climat de l'investissement varie d'un pays à l'autre — et comment il influe sur la croissance et la pauvreté. Ces données proviennent entre autres des enquêtes sur le climat de l'investissement, qui couvrent plus de 26 000 entreprises situées dans plus de 53 pays en développement, et du projet « Pratique des affaires », qui compare les régimes réglementaires de plus de 130 pays (encadré 2). Le *Rapport sur le développement dans le monde 2005* prend appui sur ces données, d'autres nouveaux éléments d'appréciation, ainsi que sur le bilan que l'on peut commencer à dresser de l'expérience internationale afin de montrer ce que les pouvoirs publics peuvent faire à tous

ENCADRÉ 1 Qu'entend-on par climat de l'investissement ?

Le climat de l'investissement est l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise, qui influent sur les opportunités de marché ou le désir des entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer leurs activités. Les politiques et le comportement des pouvoirs publics ont une influence très importante en raison de l'incidence qu'ils ont sur les coûts, les risques et les obstacles à la concurrence. Ils constitueront le thème central de ce Rapport.

L'entreprise est le point de départ du cadre d'analyse. Dans ce Rapport, le terme « entreprise » désigne tout l'éventail des agents économiques privés, depuis les agriculteurs et les microentrepreneurs jusqu'aux entreprises manufacturières locales et aux multinationales, et ce quels que soient leur taille, leur activité ou leur statut juridique formel.

Le plan horizontal de la figure ci-dessous représente les décisions d'investissement et les activités des firmes. L'entreprise décide si elle doit ou non supporter des coûts aujourd'hui afin de modifier ou d'augmenter sa production plus tard, par exemple en investissant dans des machines, des installations ou des activités de

recherche et développement. Pour arrêter sa décision, elle s'appuie sur ses ressources productives et ses stratégies, qui diffèrent d'une entité à l'autre. Mais sa décision est motivée par la recherche du profit — et la rentabilité est fonction des coûts, des risques et des obstacles à la concurrence associés à l'opportunité de marché qui se présente. Le volume et la productivité de l'investissement qui résulte de cette décision influent positivement sur la croissance et le recul de la pauvreté.

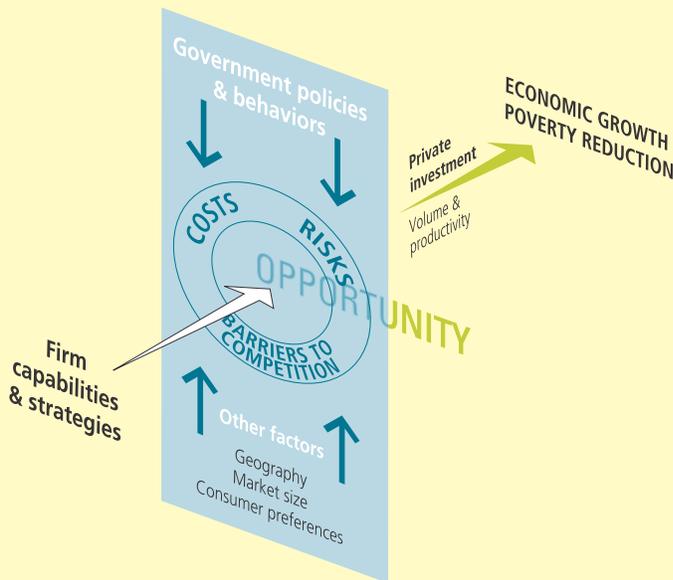
Un bon climat de l'investissement n'a pas seulement pour but de produire des profits pour les entreprises — si tel était le cas, il suffirait de chercher à minimiser les coûts et les risques. L'objectif visé en la matière est d'améliorer le sort de l'ensemble du corps social. Un grand nombre de coûts et de risques sont à juste titre supportés par l'entreprise. Et la réduction des obstacles à la concurrence élargit les opportunités de marché, stimule l'innovation et permet de s'assurer que les effets positifs des gains de productivité sont partagés avec les consommateurs et les salariés.

Le plan vertical de la figure représente le climat de l'investissement. Il est difficile pour les pouvoirs

publics d'influer sur certains des aspects qui caractérisent le climat de l'investissement, tels que la géographie et les préférences des consommateurs. Mais ils peuvent agir plus efficacement sur tout un ensemble d'autres facteurs. Les éléments spécifiques qui influent sur les coûts, les risques et les obstacles qui sont analysés dans le Rapport sont les politiques qui ont une incidence directe sur le comportement de l'investissement. Le caractère prospectif de l'investissement met donc en relief l'importance de la stabilité et de la sécurité, et des droits de propriété en particulier. Les réglementations et l'impôt restreignent ces droits de propriété et ont un impact déterminant sur les coûts, les risques et les obstacles à la concurrence. Les financements, l'infrastructure et la main-d'œuvre sont des éléments clés des activités d'investissement.

Mais les entreprises ne réagissent pas uniquement aux politiques officielles. Elles jugent la façon dont ces politiques seront effectivement appliquées. Et (tout comme les actionnaires) elles s'efforcent d'infléchir les politiques dans un sens qui leur est favorable. On comprend donc l'importance fondamentale des questions qui touchent le comportement des pouvoirs publics et la gouvernance dans le sens le plus large — et en particulier des questions relatives à la corruption et à la crédibilité. C'est l'interaction des politiques formelles et des caractéristiques de la gouvernance que la firme évalue lorsqu'elle prend une décision d'investissement.

L'amélioration du climat de l'investissement est le premier pilier de la stratégie globale de développement de la Banque mondiale. Mais les dispositions prises dans ce domaine doivent être assorties d'un programme d'action complémentaire d'une importance déterminante, qui est concrétisé par le deuxième pilier de sa stratégie et qui consiste à investir dans les ressources humaines et à donner aux individus les moyens de se prendre en charge pour qu'ils puissent exploiter les opportunités qui se présentent à eux. Le Rapport sur le développement dans le monde 2004 : Des services pour les pauvres, était centré sur les éléments essentiels de ce second pilier — l'amélioration des services destinés aux pauvres.



les niveaux pour instaurer un climat de l'investissement plus porteur — un climat bénéfique pour le corps social dans son ensemble et pas seulement pour l'entreprise, un climat qui englobe toutes les entreprises et pas seulement celles qui sont importantes ou qui ont des relations politiques. Bref, un climat de l'investissement meilleur pour tous.

Pourquoi le climat de l'investissement varie

Les politiques et le comportement des pouvoirs publics influent sur les opportunités de marché et les incitations des entreprises par l'incidence qu'ils ont sur les coûts, les

risques et les obstacles à la concurrence. Ces trois éléments sont importants pour les entreprises — et ils le sont aussi pour la croissance et la pauvreté.

Les coûts

Les salaires, les matières premières et autres moyens de production sont des coûts normalement associés à toute activité commerciale. Mais de nombreux coûts sont plus directement liés aux politiques et au comportement des pouvoirs publics. Les impôts en sont l'exemple le plus évident. Toutefois, l'État a lui aussi un rôle important à jouer en remédiant aux défaillances du marché, en fournissant des biens publics et en

ENCADRÉ 2 Les nouvelles sources de données sur le climat de l'investissement de la Banque

Les premières tentatives faites pour comprendre comment les politiques et les institutions gouvernementales influent sur la croissance, se basaient sur les indicateurs globaux du cadre institutionnel des pays, tels que la primauté du droit et la corruption. Ces travaux ont fourni des indications utiles, dont la plus importante est que les droits de propriété et la bonne gouvernance sont des éléments déterminants pour la croissance économique. Mais les données globales ne fournissent que peu d'éclaircissements sur l'hétérogénéité des arrangements institutionnels d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays, ou sur l'incidence que peuvent avoir ces arrangements sur les décisions d'investissement de différentes catégories d'entreprises. Elles ne permettent pas non plus de distinguer aisément les effets de certaines mesures de l'influence plus large des institutions de base. Ces limitations ont conduit à chercher des données d'observation plus désagrégées.

Soucieuse de contribuer à cette entreprise, la Banque mondiale a récemment lancé deux projets importants pour mieux comprendre comment la qualité du climat de l'investissement dans un endroit donné influe sur les décisions d'investissement et les résultats des entreprises, et contribue par là même à stimuler la croissance et à faire reculer la pauvreté.

- Les enquêtes sur le climat de l'investissement. De larges échantillons d'entreprises ont été interrogés

afin de recueillir des indications sur les contraintes auxquelles se heurtent les firmes, ainsi que des données quantitatives objectives sur les mesures du climat de l'investissement et les résultats des entreprises. Ces données permettent d'établir le lien entre les indicateurs du climat de l'investissement et la performance des firmes et donc de mieux comprendre leur incidence sur la productivité, les décisions d'investissement et les décisions d'embauche. Dans de nombreux cas, des régions infranationales ont été incluses dans l'analyse, afin de faire ressortir les différences qui existent d'un endroit à l'autre dans un même pays. Les enquêtes ont été lancées en 2001 et, depuis lors, une vingtaine de nouvelles enquêtes sont conduites chaque année. Ce Rapport s'appuie sur les premiers résultats de ce travail, qui couvre plus de 26 000 entreprises de 53 pays. Les enquêtes du climat de l'investissement prennent appui sur les Enquêtes sur le climat des affaires dans le monde, lancées en 1999, qui portaient sur des échantillons d'entreprises plus petits et se fondaient davantage sur les données liées à la perception des firmes.

- Le projet « Pratique des affaires ». Couvrant plus de 130 pays, ce projet a pour objet de fournir des données comparatives sur les régimes réglementaires. Il donne des indications sur les coûts de l'activité

économique pour une entreprise et une transaction hypothétiques définies sur la base des indications fournies par un certain nombre de spécialistes locaux (avocats, comptables). Les données de base incluent le temps et les coûts liés à l'application d'un ensemble de lois et réglementations — notamment celles qui concernent l'immatriculation des entreprises, l'exécution des contrats et la réglementation du travail. Un premier rapport a été publié en 2003, et il est prévu de produire chaque année des rapports actualisés comportant de nouveaux thèmes.

Pour compléter ces divers programmes, une enquête a été menée dans le cadre de la préparation de ce Rapport afin d'interroger 3 250 microentrepreneurs de l'économie informelle de 11 pays.

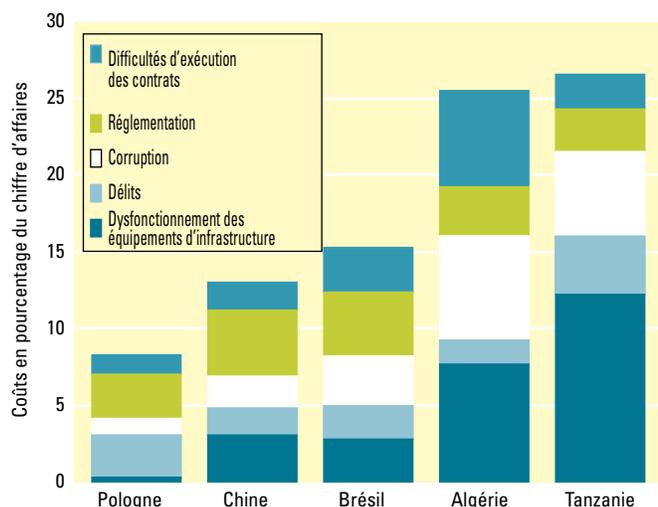
On trouvera des indications plus détaillées sur les nouvelles sources de données dans ce Rapport et en consultant le site <http://econ.worldbank.org/wdr/wdr2005>.

Source : Kaufmann, Kraay, and Mastruzzi (2003) ; Burgess and Venables (2003) ; Pritchett (2004).

finançant la fourniture d'équipements d'infrastructure. Les déficiences de son action dans ces domaines peuvent grandement alourdir les coûts supportés par les entreprises et rendre de nombreuses possibilités

d'investissement non rentables. Jusqu'à quel point ? Les enquêtes de la Banque montrent que les coûts liés au manque de fiabilité des équipements d'infrastructure, aux difficultés d'exécution des contrats, aux délits, à la

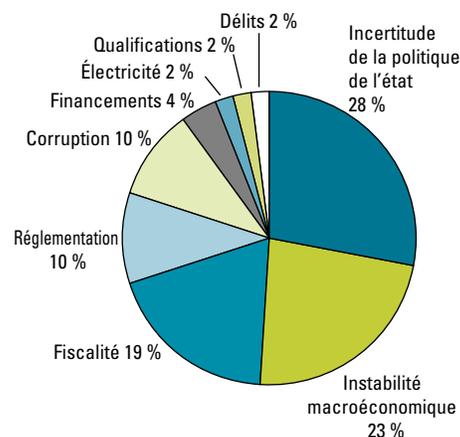
Figure 1 Le niveau et la composition des coûts sont très variables



Note : Les questionnaires de l'enquête demandaient aux entreprises immatriculées d'indiquer les valeurs soit en termes monétaires, directement en pourcentage du chiffre d'affaires, soit en termes du temps. Les « difficultés d'exécution des contrats » représentent la proportion des matières premières incorporées dont la qualité est inférieure au niveau convenu (pondérée par la part de ces éléments dans le chiffre d'affaires total), ainsi que les arriérés de paiements (en pourcentage du montant total des paiements, sur la base d'un taux d'intérêt de 10 % pendant la durée moyenne de l'arriéré). La « réglementation » représente le temps consacré par les dirigeants de l'entreprise à traiter avec les agents de l'État (pondéré par le rapport du coût de la rémunération des dirigeants au chiffre d'affaires total), et l'écart entre les emplois effectifs et les emplois souhaités qui peut être attribué aux coûts réglementaires qu'impliquent le recrutement et le licenciement des employés (pondéré par la part du coût de la main-d'œuvre dans le chiffre d'affaires). La « corruption » représente le coût total des pots-de-vin rapporté au chiffre d'affaires. Les « délits » sont la somme des pertes attribuables au vol, des coûts liés à la sécurité et des paiements versés au titre de la protection (en pourcentage du chiffre d'affaires). La catégorie « dysfonctionnements des équipements d'infrastructure » inclut le manque à gagner sur les ventes imputable aux interruptions des services d'électricité et de télécommunications, ainsi qu'aux pertes de marchandises ou aux dommages qu'elles subissent dans les transports. Pays sélectionnés pour donner une indication de la fourchette des valeurs.

Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement

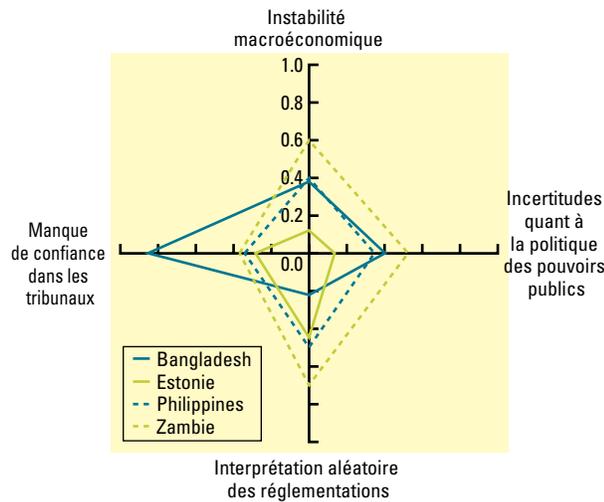
Figure 2 Les risques liés à la politique de l'État sont le principal sujet de préoccupation des entreprises quant au climat de l'investissement



Note : Pourcentage des pays où les entreprises indiquent que le problème mentionné est une contrainte de premier ordre dans les enquêtes menées auprès de 48 pays.

Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

Figure 3 Les préoccupations relatives aux risques liés à la politique de l'État varient grandement d'un pays à l'autre



Note : Les chiffres les plus bas dénotent des préoccupations moindres. Pays sélectionnés pour donner une indication de la fourchette des valeurs.
Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

corruption et à la réglementation peuvent représenter plus de 25 % de leur chiffre d'affaires — soit plus de trois fois le montant des impôts qu'elles versent normalement à l'État. Le niveau et la composition de ces coûts sont très variables d'un pays à l'autre (figure 1).

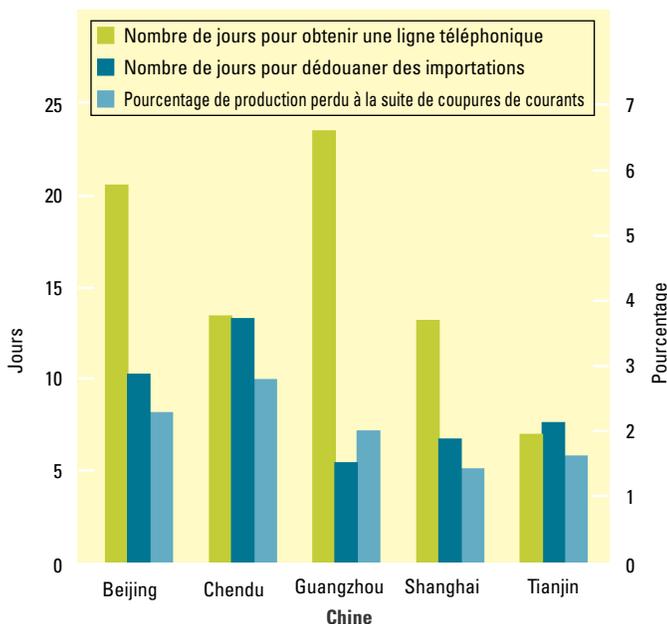
Les coûts ont aussi une dimension temporelle. Les enquêtes effectuées par la Banque auprès des entreprises mettent en

lumière les énormes différences qui existent dans les délais nécessaires pour dédouaner des marchandises et obtenir une ligne téléphonique, ainsi que dans le temps que les entreprises doivent passer à traiter avec les agents de l'État. Le projet « Pratique des affaires » de la Banque mondiale montre que le temps qu'il faut pour immatriculer une nouvelle entreprise varie entre deux jours en Australie et plus de 200 jours en Haïti.

Les risques

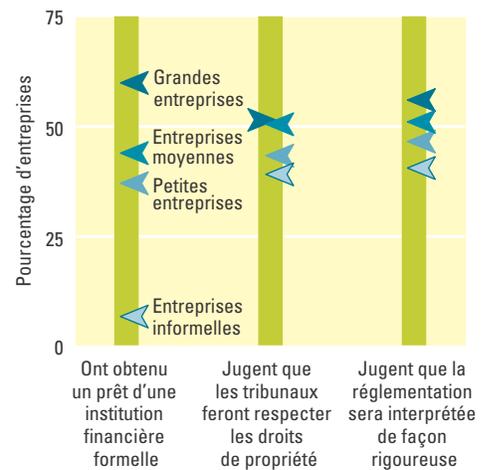
Comme les décisions d'investissement ont un caractère prospectif, l'appréciation que porte l'entreprise sur l'avenir est déterminante. Dans nombre de cas, les risques supportés par la firme, et en particulier les risques liés à l'incertitude de la réaction des clients et des concurrents, font normalement partie de l'investissement, et c'est à elle de les supporter. Mais l'État a un rôle important à jouer en instaurant un environnement stable et sûr et notamment en protégeant les droits de propriété. L'incertitude de la politique de l'État, l'instabilité macroéconomique et les réglementations arbitraires peuvent aussi hypothéquer les possibilités d'investissement et refroidir les investisseurs. Les enquêtes de la Banque montrent que les risques liés à la politique gouvernementale sont le principal

Figure 4 La qualité du climat de l'investissement varie à l'intérieur d'un pays, comme en Chine



Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

Figure 5 Les entreprises informelles et les petites entreprises sont souvent les plus pénalisées par les contraintes du climat de l'investissement



Note : Sur la base des enquêtes formelles et informelles conduites dans 10 pays en tenant compte de la branche d'activité, du pays, de la structure du capital des entreprises et de leur âge.
Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement, et enquêtes WDR sur les microentreprises et les entreprises informelles.

sujet de préoccupation des entreprises des pays en développement quant au climat de l'investissement (figure 2). Les enquêtes font aussi ressortir les différences qui existent d'un pays à l'autre (figure 3).

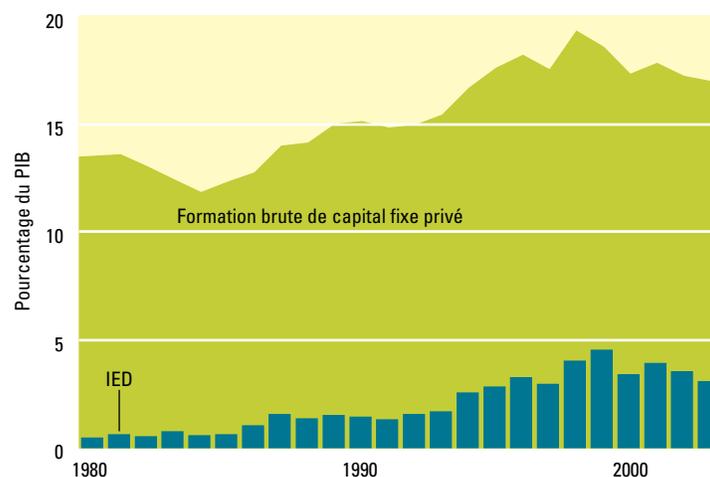
Les obstacles à la concurrence

Les entreprises préfèrent moins de concurrence que plus. Mais les obstacles à la concurrence qui favorisent certaines entreprises signifient que les consommateurs et d'autres entreprises ne pourront profiter de certaines opportunités et qu'ils devront supporter des coûts plus lourds. Ces obstacles peuvent en outre réduire les incitations qu'ont les entreprises protégées d'innover et d'accroître leur productivité. Certains obstacles sont imputables à des caractéristiques naturelles, telles que la distance et les économies d'échelle produites par l'introduction de technologies déterminées. L'importance des coûts et des risques peut constituer un obstacle à l'entrée sur le marché. Les pouvoirs publics peuvent aussi influencer plus directement sur les obstacles, via les réglementations qui régissent l'entrée et la sortie et la politique qu'ils adoptent à l'égard des pratiques anticoncurrentielles des entreprises. Si la pression de la concurrence est difficile à évaluer globalement, les enquêtes auprès des entreprises montrent comment cette pression, telle que la ressentent les entreprises, peut varier de façon très importante d'un pays à l'autre. Par exemple, la pression concurrentielle est jugée importante par 90 % des entreprises en Pologne, mais par 40 % seulement des entreprises en Georgie.

Variations d'une région à l'autre à l'intérieur des pays et d'une entreprise à l'autre

Le climat de l'investissement varie dans ces différents aspects non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi d'une région à l'autre à l'intérieur d'un pays, comme le montre une comparaison entre différentes localisations en Chine (figure 4). Ces variations peuvent tenir à des différences dans les politiques et le comportement des administrations infranationales, ou à la façon dont les politiques nationales sont appliquées. Le climat de l'investissement est en général moins attrayant dans les régions rurales, ce

Figure 6 Les investissements privés locaux dominent les investissements étrangers directs



Note : Moyennes annuelles de 92 pays en développement
Source : World Bank (2004 b).

qui réduit les opportunités de marché qui s'offrent aux agriculteurs et aux entreprises non agricoles.

Même dans une localisation donnée, les conditions qui prévalent peuvent avoir une incidence différente sur les entreprises. Cela peut être vrai selon les activités considérées — les paysans, les fabricants et les coiffeurs ne partagent ni les mêmes points de vue, ni les mêmes priorités. Et, à bien des égards, un climat de l'investissement peu porteur pénalise davantage les petites entreprises et les entreprises de l'économie informelle (figure 5).

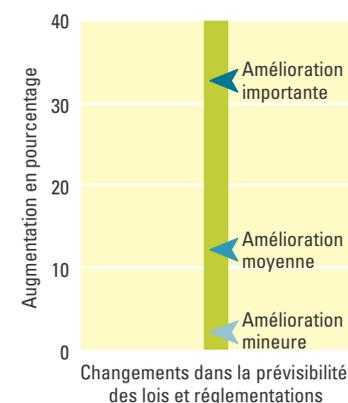
Comment le climat de l'investissement influe sur la croissance et la pauvreté

Les entreprises sont naturellement attentives au climat de l'investissement. Et le corps social devrait l'être aussi. L'amélioration de ce climat joue un rôle fondamental en ce qu'elle permet de stimuler la croissance et de réduire la pauvreté. Comment ?

Stimuler la croissance

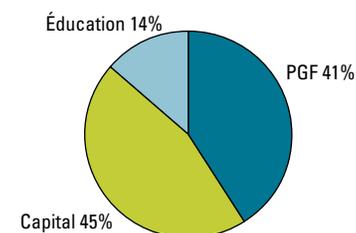
Lorsque la population augmente, la croissance économique est le seul moyen durable d'améliorer les niveaux de vie. Un bon climat de l'investissement permet de stimuler la croissance en encourageant l'investissement et en augmentant la productivité. L'investissement sous-tend la croissance en mettant de nouveaux moyens de production

Figure 7 Une meilleure prévisibilité de la politique des pouvoirs publics peut accroître de plus de 30 % la probabilité de nouveaux investissements



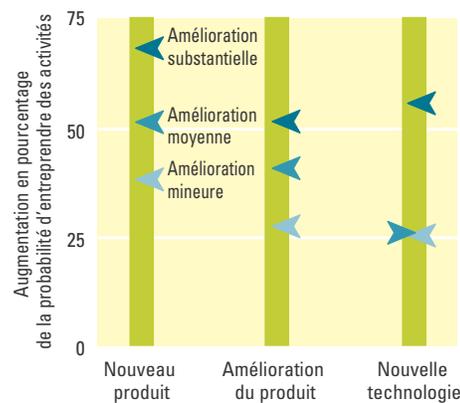
Note : L'augmentation en pourcentage concerne les entreprises qui déclarent qu'il n'y a pas eu d'amélioration dans la prévisibilité. Simulations basées sur les réponses des entreprises à l'enquête menée dans 80 pays, en tenant compte de la région, de la taille des entreprises et du secteur.
Source : Enquête de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement dans le monde

Figure 8 La productivité explique l'essentiel des écarts de production par travailleur



Note : Origine de la croissance pour 84 pays, période 1960-2000. Le sigle « PGF » désigne la productivité globale des facteurs.
Source : Bosworth and Collins (2003).

Figure 9 Plus la pression de la concurrence est forte, plus l'innovation augmente



Note : L'augmentation en pourcentage est par rapport aux entreprises qui déclarent n'avoir pas de concurrence. Sur la base de 27 pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale

Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement/BEEPS II.

au service des entreprises. La part relative des investissements étrangers augmente dans les pays en développement, mais la plus grande partie des investissements privés est le fait des entreprises locales (figure 6).

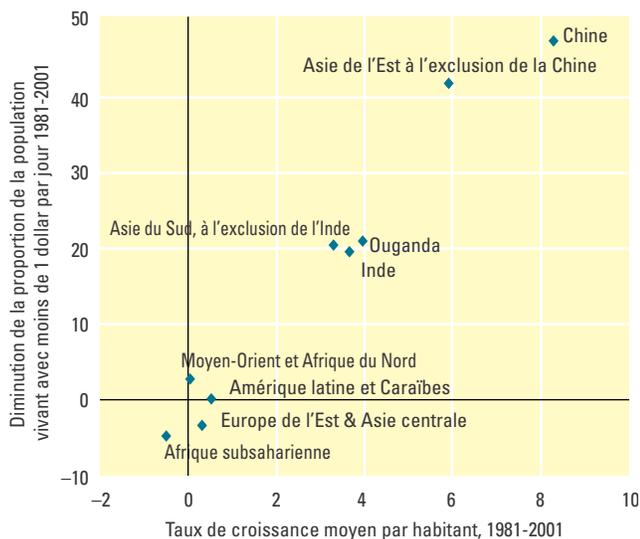
Un bon climat de l'investissement encourage les entreprises à investir en réduisant les coûts injustifiés, les risques et les obstacles à la concurrence. À la suite des réformes engagées pour améliorer le climat de l'investissement, l'investissement privé a presque doublé en pourcentage du PIB en

Chine et en Inde ; en Ouganda, il a plus que doublé. Les données microéconomiques confirment ce constat. En Pologne, en Roumanie, en Russie, en Slovaquie et en Ukraine, la part des profits que les entreprises assurées de leurs droits de propriété réinvestissent est supérieure de 14 à 40 % à celle des entreprises dont les droits sont peu sûrs¹. Les paysans thaïlandais assurés de leurs droits sur la terre ont investi tellement plus dans leurs champs que leur production était supérieure de 14 à 25 % à celle de ceux qui travaillaient des terres de qualité identique, mais sans titre de propriété². La réduction des obstacles à la concurrence dans les télécommunications au cours des années 90 a entraîné un véritable bond en avant de l'investissement —notamment par les microentrepreneurs du Bangladesh et de l'Ouganda. Les données recueillies au niveau des entreprises montrent qu'une meilleure prévisibilité de la politique des pouvoirs publics peut accroître de plus de 30 % la probabilité que les entreprises effectuent de nouveaux investissements (figure 7).

Mais ce n'est pas seulement le volume de l'investissement qui importe pour la croissance, ce sont les gains de productivité qu'il permet d'obtenir³. De fait, les études internationales montrent que la productivité globale des facteurs entre pour le même pourcentage de croissance du PIB que l'accumulation du capital (figure 8).

Lorsque le climat de l'investissement est bon, il favorise les gains de productivité en fournissant des opportunités de marché et il incite les entreprises à développer leurs activités, à s'adapter et à adopter de meilleures solutions — pas seulement des innovations du genre de celles qui méritent un brevet, mais aussi une meilleure façon d'organiser le processus de production, d'assurer la distribution des marchandises et de répondre aux désirs des consommateurs. Quelles sont les conditions à réunir pour cela ? Il est essentiel de minimiser les obstacles à la diffusion de nouvelles idées, en particulier ceux qui entravent les importations de matériel moderne et empêchent d'ajuster le mode d'organisation du travail. De même, il est essentiel d'instaurer un environnement susceptible de promouvoir

Figure 10 Le recul de la pauvreté est étroitement lié à la croissance



Note : Les données concernant l'Ouganda portent sur la période 1992-2000 et se basent sur le taux national de pauvreté du pays faute de données disponibles

Source : Chen et Ravallion (2004) ; World Bank (2004b).

des processus compétitifs, que Joseph Schumpeter qualifie “de destruction créatrice”⁴ — un environnement où les entreprises ont la possibilité et le désir de tester leurs idées, de s'évertuer à obtenir du succès et de prospérer ou d'échouer. Lorsque le climat de l'investissement est bon, les firmes peuvent plus facilement entrer sur le marché ou en sortir dans le cadre d'un processus qui favorise les gains de productivité et une croissance plus rapide. Les entrées nettes sur le marché expliquent parfois plus de 90 % des gains de productivité. Et les entreprises qui déclarent être confrontées à une forte pression de la concurrence ont au moins 50 % de chances de plus d'innover que celles qui s'estiment moins exposées à la concurrence (figure 9).

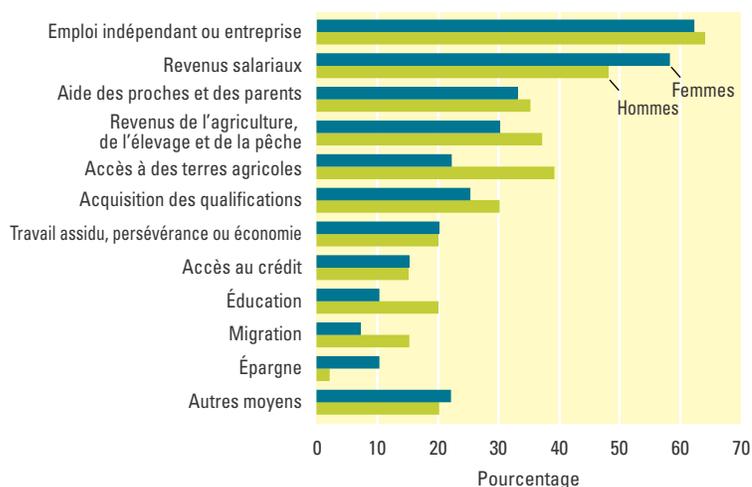
Faire reculer la pauvreté

L'amélioration du climat de l'investissement est d'une importance cruciale pour la lutte contre la pauvreté. Ce rôle peut être compris de deux façons. Premièrement, au niveau global, il existe une corrélation étroite entre la croissance économique et le recul de la pauvreté. (Figure 10).

Deuxièmement, les effets positifs d'un bon climat de l'investissement tiennent au fait qu'il améliore directement la vie des individus — dans la diversité de leurs activités.

Les travailleurs. L'étude de la Banque mondiale intitulée *La parole est aux pauvres* montre que, pour les pauvres, avoir un emploi, que ce soit en tant que travailleur indépendant ou en tant que salarié, représente le moyen le plus prometteur d'échapper à la pauvreté (figure 11). Dans toutes les régions, le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois plus élevé que le taux de chômage moyen de la population active⁵. Dans beaucoup de pays en développement, plus de la moitié de la population travaille dans le secteur informel, où les conditions de travail peuvent laisser à désirer (figure 12). La croissance démographique dans le monde en développement accroît encore la nécessité de créer rapidement de nouveaux emplois et des

Figure 11 Le travail indépendant et les revenus salariaux sont des moyens d'échapper à la pauvreté

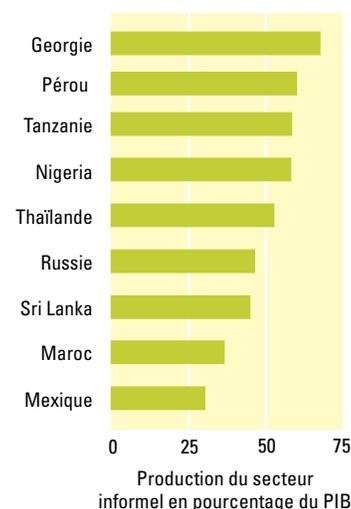


Note : Opinion de 60 000 individus sur ce qui paraît leur donner les meilleures chances d'échapper à la pauvreté
Source : Narayan et al. (2000).

emplois de meilleure qualité dans ces pays. D'où viendront ces emplois ? Pour l'essentiel du secteur privé, qui représente plus de 90 % des emplois dans la plupart des pays, voire 95 % dans des pays tels que El Salvador et l'Inde⁶. Lorsque les perspectives d'emploi deviennent plus favorables, les individus sont aussi davantage incités à investir pour améliorer leur niveau d'instruction et leurs qualifications, complétant ainsi les efforts déployés pour promouvoir le développement humain. Des entreprises plus productives, épaulées par un bon climat de l'investissement, peuvent en outre offrir des rémunérations plus élevées et investir davantage dans la formation⁷.

Les entrepreneurs. Des centaines de millions de pauvres gagnent leur vie en tant que microentrepreneurs — qu'ils soient agriculteurs, marchands ambulants, travailleurs à domicile ou qu'ils exercent d'autres métiers —, la plupart du temps, dans le secteur informel. Les enquêtes menées pour ce Rapport montrent que les entreprises du secteur non structuré de l'économie se heurtent aux mêmes contraintes que les autres entreprises, et notamment aux problèmes que posent des droits de propriété incertains, la corruption, le manque de prévisibilité de la politique des pouvoirs publics et un accès restreint aux financements et aux services publics. La suppression de ces contraintes

Figure 12 Le secteur informel de l'économie occupe une place substantielle dans de nombreux pays en développement



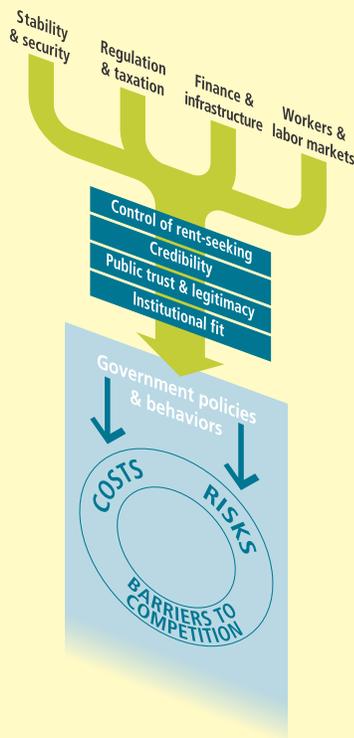
Source : Schneider (2002).

ENCADRÉ 3 La gouvernance et le climat de l'investissement

Les opportunités de marché ou le désir des entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer leurs activités sont fonction des coûts, des risques et des obstacles à la concurrence qu'implique telle ou telle possibilité d'investissement. Les pouvoirs publics influent sur ces facteurs par la combinaison des politiques officielles qu'ils poursuivent dans des domaines particuliers — stabilité et sécurité, réglementation et fiscalité, finances et infrastructure, et main-d'œuvre et marchés du travail — ainsi que par leur comportement et par les caractéristiques plus larges de la gouvernance. Ces caractéristiques incluent la lutte contre la recherche de rente, la crédibilité, la confiance dans la puissance publique et la légitimité du pouvoir, ainsi que la bonne adaptation des mesures retenues aux capacités institutionnelles locales.

L'interaction des politiques officielles, du comportement des pouvoirs publics et des caractéristiques plus générales de la gouvernance façonne le climat de l'investissement dans lequel s'inscrit l'activité des entreprises (voir figure). Les comportements de recherche de rente non maîtrisés peuvent influencer à la fois sur le contenu et la mise en œuvre des politiques officielles. Un faible degré de crédibilité peut réduire l'impact de toute politique. Les doutes qui pèsent sur l'intégrité et la légitimité des pouvoirs publics peuvent empêcher la mise en œuvre des réformes et compromettre la viabilité (et donc la crédibilité) des politiques. Les interventions de l'État qui ne sont pas bien adaptées aux réalités locales peuvent manquer d'efficacité, ou même avoir des effets pervers.

Il est d'une importance capitale que les gouvernants s'attaquent à ces causes potentielles d'échec de leurs politiques s'ils veulent instaurer un climat de l'investissement plus favorable.



accroît les gains des microentrepreneurs et leur permet de développer leurs activités. Lorsque le climat de l'investissement est bon, il incite aussi à rejoindre le secteur structuré.

Les consommateurs. Un bon climat de l'investissement permet d'offrir une plus grande variété de biens et services à moindre coût, et cela vaut en particulier pour les biens et services consommés par les pauvres. Les mesures prises pour améliorer le climat de l'investissement par exemple ont fait baisser le prix des denrées alimentaires dans des pays tels que l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Viet Nam et la Zambie⁸. Selon les estimations établies, une réduction de 10 % des obstacles à l'entrée sur le marché se traduit par une diminution de près de 6 % du taux de marque moyen⁹.

Les utilisateurs des équipements d'infrastructure, des services financiers et des biens. L'amélioration des équipements d'infrastructure, des services financiers et des

droits de propriété peut avoir des effets positifs importants pour l'ensemble de la communauté. La construction de routes rurales facilite la vie des entreprises et, au Maroc, elle a aussi contribué à accroître le taux de scolarisation primaire, qui est passé de 28 % à 68 %¹⁰. L'élargissement de l'accès aux services financiers aide les entreprises à développer leurs activités et il peut aussi permettre aux pauvres de parer aux urgences familiales et de scolariser leurs enfants. L'attribution de droits de propriété plus solides sur la terre peut encourager l'investissement et faciliter l'accès aux financements. Au Pérou, cela a aussi permis à des habitants de bidonvilles urbains d'accroître leurs revenus du fait qu'ils pouvaient effectuer un nombre plus important d'heures de travail à l'extérieur du foyer¹¹.

Les bénéficiaires de services ou de transferts financés par l'impôt. Les entreprises et leurs activités sont la principale source de recettes fiscales pour l'État, et les économies en expansion font augmenter les rentrées d'impôts. Un bon climat de l'investissement peut ainsi accroître les ressources dont dispose l'État pour financer les services publics (santé et éducation en particulier) et des transferts au profit des membres défavorisés du corps social.

Certaines mesures prises pour améliorer le climat de l'investissement ont des effets bénéfiques pour l'ensemble de la société, lorsqu'elles visent par exemple à renforcer la stabilité macroéconomique et à réduire la corruption. D'autres ont un impact plus circonscrit sur une région ou une activité donnée, ce qui offre aux pouvoirs publics la possibilité d'influer sur la répartition de ces effets bénéfiques. Les responsables gouvernementaux peuvent prendre des mesures encore plus favorables pour les pauvres dans le cadre de l'amélioration du climat de l'investissement en s'employant à supprimer les contraintes dans les milieux où vivent les groupes défavorisés ainsi que les contraintes qui pèsent sur les activités utiles aux pauvres, notamment en tant que salariés, entrepreneurs, consommateurs, ou en tant qu'utilisateurs d'infrastructure, de services financiers et de biens. Cela signifie que les stratégies qui servent les intérêts des

pauvres ne se limitent pas aux mesures axées sur les contraintes auxquelles se heurtent les petites entreprises.

Maîtriser les problèmes fondamentaux

De plus en plus de pays s'efforcent d'améliorer le climat de l'investissement, et ils recueillent les fruits de leurs efforts puisque leur croissance augmente et que la pauvreté recule. Malgré les avantages très importants de l'action sur le climat de l'investissement, les progrès dans ce domaine sont souvent lents et laborieux. Pourquoi ?

L'antagonisme fondamental

La société dans son ensemble tire le plus grand profit des activités des entreprises. Mais les préférences des entreprises ne coïncident pas parfaitement avec celles de la société — et ces antagonismes se manifestent surtout dans les domaines de la fiscalité et de la réglementation. La plupart des entreprises se plaignent des impôts, mais les impôts financent les services publics, qui sont utiles pour améliorer le climat de l'investissement et promouvoir d'autres objectifs sociaux. Beaucoup de firmes préféreraient aussi une réglementation moins pesante, mais lorsque la réglementation est rationnelle, elle permet de remédier aux défaillances du marché et donc d'améliorer le climat de l'investissement et de protéger d'autres intérêts sociaux. Des antagonismes analogues peuvent apparaître dans la plupart des domaines couverts par la politique du climat de l'investissement.

Pour instaurer un bon climat de l'investissement, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver un juste équilibre entre ces intérêts. Mais les différences de préférences et de priorités entre les entreprises compliquent leur tâche. Les entreprises ont une optique commune sur de nombreuses questions, mais leurs points de vue peuvent diverger sur d'autres questions, qu'il s'agisse des restrictions au jeu du marché, de la structure de la fiscalité ou de la priorité donnée aux améliorations des équipements d'infrastructure dans tel ou tel endroit. Il peut aussi y avoir des différences dans les choix fondamentaux au sein des entreprises — différences entre les propriétaires et les

ENCADRÉ 4 *Un vaste programme d'action : les enseignements tirés de l'expérience de la Chine, de l'Inde et de l'Ouganda*

La Chine, l'Inde et l'Ouganda permettent de tirer quelques enseignements simples des stratégies qui permettent d'améliorer le climat de l'investissement.

Au cours de ces dernières années, la Chine et l'Inde ont affiché des taux de croissance impressionnants, qui leur ont permis de réduire grandement la pauvreté. Le taux de croissance officiel de la Chine a atteint semble-t-il un niveau moyen de croissance de 8 % au cours des 20 dernières années, et la proportion des habitants qui subsistent avec moins de 1 dollar par jour a été ramenée de 64 % en 1981 à moins de 17 % en 2001. En Inde, la croissance est passée d'une moyenne de 2,9 % par an au milieu des années 70 à 6,7 % au milieu des années 90, et la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour a été ramenée de 54 % en 1980 à 35 % en 2000.

Et pourtant, dans aucun de ces pays, le climat de l'investissement n'est idéal. Ce n'est que récemment que la Chine a inclus dans sa constitution le droit à la propriété privée et son secteur bancaire est plombé par les créances improductives. Les problèmes de l'Inde dans le secteur de l'électricité sont légendaires. Les deux pays ont réussi à dynamiser leur croissance et à faire reculer la pauvreté grâce à des réformes qui paraissent relativement modestes au départ. La Chine a commencé par instituer un système rudimentaire de droits de propriété, qui a créé de nouvelles incitations dans des pans substantiels de son économie. L'Inde a commencé par prendre des mesures pour réduire les obstacles aux échanges et d'autres distorsions qui affectaient

une partie substantielle de son économie. Dans les deux cas, les réformes visaient à lever des contraintes importantes, et elles ont été mises en œuvre d'une manière qui, en rassurant les entreprises, les ont incité à investir. Et les réformes initiales ont été suivies de mesures visant à éliminer progressivement des obstacles qui étaient moins contraignants initialement et qui ont aussi permis de renforcer encore la confiance dans l'orientation future de la politique gouvernementale.

Ces stratégies ne sont pas l'apanage des grands pays. L'Ouganda a lancé son programme d'amélioration du climat de l'investissement dans les années 90 à l'issue d'une période de conflits internes. Les réformes couvrant de nombreux aspects qui caractérisent le climat de l'investissement ont permis de jeter les fondements nécessaires pour stimuler l'économie, qui a atteint un taux de croissance moyen de plus de 4 % pendant la période 1993-2002 (soit 8 fois la moyenne des pays subsahariens), et de ramener la proportion de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté de 56 % en 1992 à 35 % en 2000. La persistance de ces efforts a renforcé la crédibilité de l'équipe gouvernementale — et suffisamment rassuré les entreprises pour qu'elles investissent.

Source : Chine : Chen and Wang (2001) ; Qian (2003), et Young (2000) ; Inde : Aghion and others (2002), Ahluwalia (2002), De Long (2003), Rodrik and Subramanian (2004), Varshney (1998), et Panagariya (2003) ; Ouganda : Holmgren and others (2001) et World Bank (2001).

gérants sur les questions de gouvernement d'entreprise, ou entre les propriétaires et les salariés au sujet des politiques du marché du travail. Dans tous les pays, l'État doit opérer un arbitrage entre ces différences dans un environnement où les entreprises, les agents de l'État et d'autres parties prenantes s'efforcent de faire pencher la balance en leur faveur.

Les quatre problèmes qui s'ensuivent

Face à ces antagonismes, les gouvernants doivent naviguer entre les écueils que représentent quatre problèmes interdépendants, qui couvrent tous les aspects de la politique relative au climat de l'investissement. La façon dont ils s'y prennent a une incidence importante sur le climat de l'investissement et donc sur la croissance et la pauvreté (encadré 3). Et, pour chaque problème, il ne suffit pas de modifier les politiques officielles, il faut s'attaquer aux

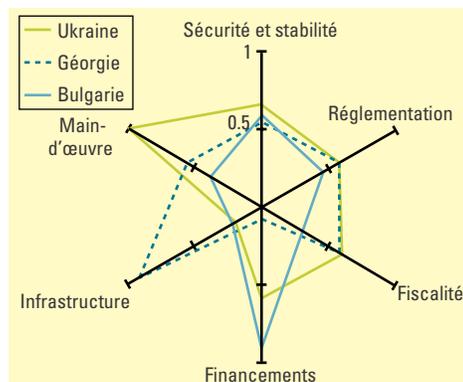
causes plus profondes de l'échec des politiques. Les problèmes auxquels il faut faire face sont les suivants : limiter la recherche de rente, établir la crédibilité, renforcer la confiance dans les pouvoirs publics et leur légitimité, et veiller à ce que les mesures prises par l'État tiennent dûment compte des capacités institutionnelles.

Maîtriser les comportements de recherche de rente. Les mesures axées sur le climat de l'investissement sont une cible tentante pour les entreprises, les agents de la fonction publique et d'autres groupes d'intérêt qui recherchent des avantages personnels. La corruption peut alourdir le coût de l'activité économique et, lorsqu'elle gagne les hautes sphères de l'État, elle peut entraîner de profondes distorsions dans les politiques gouvernementales. Les enquêtes de la Banque montrent que la majorité des entreprises des pays en développement s'attendent à verser des pots-de-vin lorsqu'elles ont affaire avec les agents de l'État, et beaucoup d'entre elles estiment que la corruption est le problème qui pèse le plus lourdement sur leur bon fonctionnement. L'accaparement et le clientélisme — qui reflètent l'asymétrie de l'information et l'influence sur l'élaboration de la politique — peuvent créer des distorsions importantes en infléchissant les politiques au profit de certains groupes et au détriment d'autres groupes. Les marchés sont réglementés, l'attribution des droits de

propriété est biaisée et le fonctionnement des marchés financiers est faussé. L'élimination des interventions injustifiées dans l'économie, la réduction du pouvoir discrétionnaire laissé aux responsables et le renforcement de la notion de responsabilité au sein de l'État, notamment par l'introduction d'une plus grande transparence, permettent de lutter contre la recherche de rente.

Instaurer la crédibilité. Étant donné le caractère prospectif de l'investissement, toutes les décisions le concernant sont entachées d'incertitude. Dans ces conditions, c'est la confiance des entreprises en l'avenir — et en particulier dans la crédibilité des politiques gouvernementales — qui va déterminer si elles vont investir et de quelle manière elles vont le faire. Les politiques qui ne sont pas crédibles ne pourront pas amener les entreprises à investir. Quels sont les éléments qui compromettent la crédibilité d'une politique ? Un passé d'instabilité politique ou économique n'arrange pas les choses. Mais tous les gouvernants sont tentés de sacrifier des politiques à long terme rationnelles au profit d'objectifs immédiats ou étroits, tels que l'obtention d'avantages personnels pour eux-mêmes ou de la faveur de certains électeurs. Pour établir la crédibilité, il faut des mécanismes pour contraindre les gouvernants à maintenir des politiques rationnelles, et il faut aussi de la discipline et de la persévérance.

Figure 13 Contraintes citées par les entreprises — les cas de la Bulgarie, de la Géorgie et de l'Ukraine



Note : Les indicateurs obtenus varient entre 0 (la meilleure note) et 1 (la plus mauvaise note). Les indices sont basés sur des enquêtes menées auprès d'entreprises du secteur structuré. Les valeurs sont normalisées à l'aide de maxima et de minima régionaux pour chaque indicateur. Pays sélectionnés afin de faire ressortir les différences.
Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

Renforcer la confiance dans la puissance publique ainsi que sa légitimité. Les entreprises et l'État n'interagissent pas dans un vase clos. La confiance entre les acteurs du marché favorise les échanges productifs et elle réduit le poids de la réglementation et des dispositifs d'application des contrats. Les comportements sociaux, et notamment la confiance dans les marchés et les entreprises, influent aussi sur la faisabilité et la viabilité (et donc la crédibilité) des mesures visant à améliorer l'action gouvernementale. L'adhésion générale du public conforte donc la qualité du climat de l'investissement en ce qu'un consensus social se forme pour instaurer une société plus productive qui facilite la mise en

œuvre des réformes, quel que soit le parti ou le groupe politique en place. Les politiques élaborées de manière ouverte et participatives et les mesures prises pour s'assurer que l'amélioration du climat de l'investissement profite à l'ensemble de la société peuvent contribuer à former ce consensus.

Veiller à ce que les interventions de l'État soient adaptées aux réalités locales. Pour être efficaces, les interventions des pouvoirs publics doivent tenir compte des sources possibles de défaillance de l'État, ainsi que de la diversité des situations locales. Sinon, elles risquent d'avoir peu d'effets, voire des résultats pervers. Les politiques dont l'application exige des moyens qui dépassent les capacités disponibles non seulement ne pourront atteindre l'objectif visé, mais elles favoriseront aussi les pratiques informelles et la corruption et elles éroderont la crédibilité. Les méthodes d'approche qui laissent une place importante au pouvoir d'appréciation exposent les entreprises à des incertitudes et des risques considérables si des mesures appropriées n'ont pas été prises pour éviter les abus auxquels peut conduire ce pouvoir discrétionnaire. Pourquoi ces problèmes se posent-ils ? Trop souvent, les méthodes d'action et les réglementations sont importées d'autres pays sans avoir fait l'objet d'un examen critique. Cette pratique remonte à l'époque coloniale, lorsque les pays en développement ont hérité de méthodes d'action qui avaient peu de rapport avec les réalités locales. Des décennies plus tard, beaucoup de ces pièces de musée ont encore leur place dans les manuels. Mais la tendance persiste. Les stratégies appliquées aujourd'hui dans les pays riches peuvent certes offrir une source utile d'inspiration, mais il faut les adapter aux réalités locales. Dans certains cas, cela peut se traduire par le choix de règles plus simples qui laissent moins de place au pouvoir d'appréciation et l'adoption de mesures visant à limiter les pratiques arbitraires.

Maîtriser un vaste programme d'action

Les politiques et comportements de pouvoirs publics qui façonnent le climat de l'investissement couvrent un vaste champ d'action, qui

va des mesures d'application des contrats et de la réglementation de l'activité économique à la fourniture d'infrastructures et à la politique du marché du travail. Dans tous les domaines, l'action et le comportement de l'État peuvent influencer sur les opportunités de marché et les incitations des entreprises. Et il y a souvent des interactions entre les secteurs d'intervention de l'État, de sorte que les avancées dans un secteur sont parfois attribuables en partie aux progrès obtenus dans d'autres. Le programme d'action de l'État est donc vaste.

Mais le climat de l'investissement n'est jamais parfait, quel que soit le pays considéré. Et il n'est pas nécessaire d'atteindre la perfection dans l'un quelconque des éléments qui composent le climat de l'investissement pour obtenir une augmentation importante de la croissance ou faire régresser la pauvreté de façon substantielle. L'expérience montre qu'il est possible de faire des progrès en s'attaquant à des contraintes importantes de manière à mettre les entreprises en confiance pour qu'elles investissent — et en maintenant la dynamique du processus de réformes (encadré 4).

Les premières réformes économiques ont parfois été jugées comme des événements sans lendemain. Mais l'amélioration du climat de l'investissement implique un processus continu d'ajustement de l'action de l'État et un réglage fin des interventions dans un vaste domaine. C'est aussi vrai pour les pays riches aujourd'hui que pour les pays en développement. Les politiques poursuivies doivent faire l'objet d'un examen périodique pour tenir compte des changements intervenus dans la conduite des affaires, des progrès de la technologie et des enseignements tirés de l'expérience acquise. Michael Porter dit que les réformes dans ce domaine relèvent du marathon et non du sprint¹², mais il est même possible que cette comparaison ne donne pas la mesure de l'ampleur de la tâche.

Les données d'expérience internationales fournissent des indications sur les éléments essentiels du processus de réforme dans ce domaine : définir les priorités, gérer les réformes individuellement, maintenir la dynamique de l'action entreprise, et renforcer les capacités de l'appareil de l'État.

Définir les priorités

L'objectif est de recenser les contraintes importantes auxquelles se heurtent les entreprises. Il n'existe pas de formule toute faite pour cela. Au contraire, il faut dans chaque cas évaluer la situation telle qu'elle se présente, les avantages qui peuvent découler des améliorations apportées, les liens avec les objectifs nationaux ou régionaux, et les problèmes de mise en oeuvre.

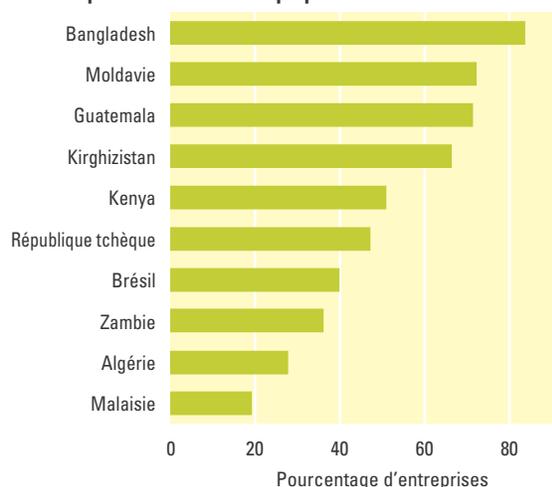
La situation telle qu'elle se présente. Les contraintes les plus importantes peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre et même au sein d'une région donnée à l'intérieur d'un pays (figure 13). Les responsables gouvernementaux peuvent les identifier en procédant à des enquêtes et en consultant les entreprises, mais il ne faut pas oublier que le point de vue des entreprises en place ne traduira pas toujours celui des futurs entrants sur le marché. De nouvelles sources de données permettent aussi de mesurer l'efficacité de la politique en vigueur à l'aide de comparateurs internationaux dans un nombre croissant de domaines — et de mettre ainsi en évidence les améliorations qu'il est possible d'apporter.

Les avantages potentiels. Lorsque l'objectif est d'accélérer la croissance, une amélioration qui touche un large pan de l'économie aura un effet plus important que les réformes qui

concernent des groupes relativement restreints. Les efforts déployés pour obtenir un niveau raisonnable de stabilité politique et macroéconomique sont donc d'une importance cruciale — sinon, les réformes engagées dans d'autres domaines ne pourront guère bénéficier d'un point d'appui solide. Une meilleure crédibilité peut aussi renforcer la réaction de l'investissement aux réformes dans un secteur d'intervention donné des pouvoirs publics. L'élément clé à prendre en considération sera l'impact des améliorations apportées sur les opportunités offertes aux pauvres, en tant que salariés, entrepreneurs ou consommateurs.

Les gouvernants doivent aussi tenir compte des effets positifs qui peuvent se faire sentir au-delà des entreprises et des activités les plus directement concernées. Il peut s'agir des retombées sur d'autres entreprises (par exemple, les répercussions que peuvent avoir les investissements étrangers directs sur les entreprises locales), dans d'autres domaines (par exemple, l'obtention de titres fonciers peut ouvrir l'accès aux financements), ou sur des objectifs sociaux plus larges (par exemple, les effets bénéfiques de l'amélioration de l'infrastructure ne sont pas circonscrits aux entreprises, ils s'étendent aussi à l'ensemble des communautés concernées). Il peut aussi y avoir des retombées sur les moyens d'intervention et la crédibilité de l'État ou sur le cercle des partisans de l'équipe gouvernementale.

Figure 14 Dans de nombreux pays en développement, les entreprises de ne sont guère convaincues que les tribunaux feront respecter leurs droits de propriété



Note : Pays sélectionnés pour donner une indication de la fourchette de valeurs.
Source : Enquêtes sur le climat de l'investissement.

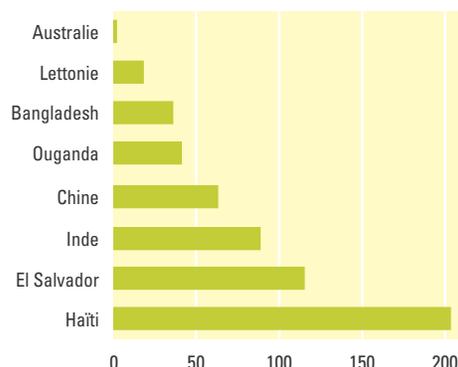
Liens avec des objectifs nationaux ou régionaux. Les améliorations du climat de l'investissement peuvent avoir des effets différents selon les entreprises et les activités. C'est pourquoi la détermination des priorités est souvent influencée par l'importance qu'attribuent les gouvernants à un sous-ensemble d'objectifs qu'il serait possible d'atteindre si le climat de l'investissement est satisfaisant : intégrer les économies informelle et rurale ; débrider le potentiel de croissance des petites entreprises ; tirer parti de l'ouverture internationale ; et permettre aux entreprises de progresser dans l'échelle technologique.

- *Intégrer les entreprises du secteur non structuré.* Dans de nombreux pays en

développement, l'économie informelle produit plus de 50 % du PIB. Si les entreprises du secteur non structuré sont moins bridées que les autres par la fiscalité et la réglementation, leurs droits de propriété sont en général moins solidement établis et il leur est plus difficile d'obtenir des services publics et des moyens de financement. Pour intégrer ces entreprises à l'économie structurée, il faut supprimer les obstacles qu'elles jugent les plus contraignants — et réduire ceux qui entravent leur entrée dans le secteur formel.

- *Intégrer les entreprises rurales.* Dans les régions rurales, le climat de l'investissement est en général moins favorable que dans les zones urbaines du fait que la population est clairsemée, que les distances qui séparent les entreprises des marchés importants sont plus longues et que le réseau des services publics est plus ténu. L'amélioration de l'infrastructure peut faire une grande différence, et ses effets positifs se font sentir non seulement sur les entreprises, mais aussi sur les communautés dans leur ensemble.
- *Débrider le potentiel de croissance des petites entreprises.* Les petites entreprises sont en général bien plus pénalisées que les autres lorsque le climat de l'investissement est défavorable, cela en raison de l'impact des coûts fixes et des difficultés particulières qu'elles rencontrent pour obtenir des financements. La suppression des contraintes qui pèsent d'un poids particulièrement lourd sur ces entreprises peut contribuer à débrider leur potentiel de croissance.
- *Tirer parti de l'ouverture internationale.* La plupart des pays ont pris des mesures décisives pour ouvrir davantage leur économie — et les données collectées au niveau des entreprises confirment qu'elles en recueillent les bénéfices sous forme de gains de productivité. Pour avancer dans ce domaine, il ne suffit pas de réduire les derniers obstacles aux échanges et à l'investissement, il faut aussi dans bien des cas s'attaquer aux contraintes qui pèsent sur des secteurs tels que l'administration des ports et des douanes.

Figure 15 Délais nécessaires pour immatriculer une nouvelle entreprise — de 2 jours en Australie à 203 en Haïti



Note : Pays sélectionnés pour donner une indication de la fourchette des valeurs.

Source : Banque mondiale (2004c).

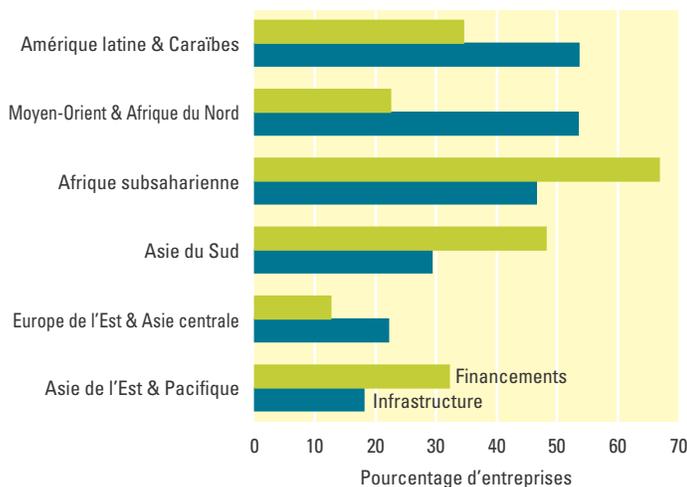
- *Progresser dans l'échelle de la technologie.* Les progrès technologiques sont à la base des gains de productivité et de la croissance. Mais les pays n'ont pas besoin de tout réinventer. Les enquêtes menées auprès des entreprises montrent que le savoir incorporé dans les nouvelles machines et les nouveaux équipements est la principale source d'innovation technologique dans les pays en développement. La première chose à faire est donc de réduire les obstacles que la politique gouvernementale oppose à l'adoption ou à l'adaptation des technologies mises au point ailleurs. L'attribution de droits de propriété sûrs aux entreprises et la réduction des obstacles à la concurrence sont autant d'éléments qui incitent les entreprises à saisir ces possibilités de modernisation.

Problèmes de mise en œuvre. À n'importe quel moment dans le temps, les améliorations potentielles sont habituellement subordonnées à ce qu'il est possible de faire au plan administratif et politique. Les stratégies bien conçues permettent de lever ces contraintes par une gestion efficace des réformes et un renforcement continu des moyens d'action de l'État.

Gérer les réformes individuellement

Dans bien des cas, les réformes du climat de l'investissement doivent être accompagnées de mesures destinées à vaincre la résistance de ceux que le statu quo arrange. La résistance peut provenir des entreprises ou d'autres

Figure 16 Les insuffisances du secteur financier et de l'infrastructure sont très importantes dans de nombreux pays en développement



Note : La figure indique la proportion des entreprises qui déclarent que l'accès à des financements ou à l'un ou l'autre des services d'électricité, de télécommunications ou de transports sont des obstacles « majeurs » ou « graves » à leur fonctionnement

Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

groupes d'intérêt qui profitent des distorsions du marché ou d'autres privilèges particuliers, des fonctionnaires qui perçoivent des pots-de-vin ou tirent d'autres avantages de la position qu'ils occupent, ou même de la communauté dans son ensemble lorsque les répercussions de la réforme sont mal cernées. L'expérience montre que des progrès sont possibles lorsque des gouvernants décidés à mener des réformes utilisent la communication pour rallier l'adhésion du public, engagent les parties prenantes à participer de façon constructive et (le cas échéant) offrent une compensation sous une forme ou une autre à ceux qui sont pénalisés par les réformes. Il est important de prendre des dispositions particulières pour aider les groupes vulnérables à s'adapter aux réformes, en particulier lorsqu'il n'existe pas encore de filet de protection couvrant l'ensemble de l'économie.

Maintenir la dynamique des réformes

Comme l'amélioration du climat de l'investissement est un processus plutôt qu'une action ponctuelle, de nombreux pays mettent en place des institutions spécialisées chargées d'apporter leur concours pour des tâches déterminées et de soutenir les progrès par des changements dans le gouvernement. Ces institutions peuvent remplir diverses fonctions, isolément ou en consultation avec les parties prenantes, coordination des politiques et

examen plus systématique des contraintes qui pèsent sur le climat de l'investissement. La Lettonie, le Sénégal, la Turquie et le Viet Nam donnent des exemples d'approches possibles. De nombreux pays mettent aussi en place des mécanismes pour examiner de façon plus systématique les nouvelles propositions touchant les politiques et la réglementation afin de s'assurer qu'elles n'introduisent pas de distorsions injustifiées. L'expérience de pays tels que le Mexique et la Corée du Sud est encourageante, mais une réelle volonté politique et des structures institutionnelles solides sont indispensables.

Renforcer les moyens d'action de l'État

Le renforcement des moyens d'action de l'État est l'élément central de toute stratégie visant à améliorer le climat de l'investissement. Le renforcement des capacités en matière de réglementation est souvent une priorité absolue. Les modèles classiques de renforcement des capacités sont complétés par des méthodes d'approche qui facilitent l'apprentissage par les pairs. La soustraction de certaines fonctions spécialisées est aussi utilisée pour renforcer les moyens d'action locaux — c'est une pratique courante, même dans les pays développés. Les gouvernements doivent aussi renforcer les moyens dont ils disposent pour suivre la performance du secteur privé de façon à pouvoir identifier les tendances de ce secteur et les problèmes qui surgissent, et à évaluer les effets de leurs politiques. L'amélioration des systèmes nationaux de statistiques est un élément important de l'action entreprise dans ce domaine.

Mettre en place les éléments essentiels

Le développement industriel étant généralement un processus de découverte, il est difficile de prédire ce qu'un pays ou une région sera en mesure de produire dans de bonnes conditions. Cela montre à quel point il est important d'améliorer les fondements mêmes du climat de l'investissement au profit de toutes les entreprises et toutes les activités de l'économie. Les données d'expérience internationales mettent en lumière les approches prometteuses dans les

quatre domaines fondamentaux du climat de l'investissement que sont :

- la stabilité et la sécurité
- La réglementation et la fiscalité
- les financements et l'infrastructure
- La main-d'oeuvre et les marchés du travail.

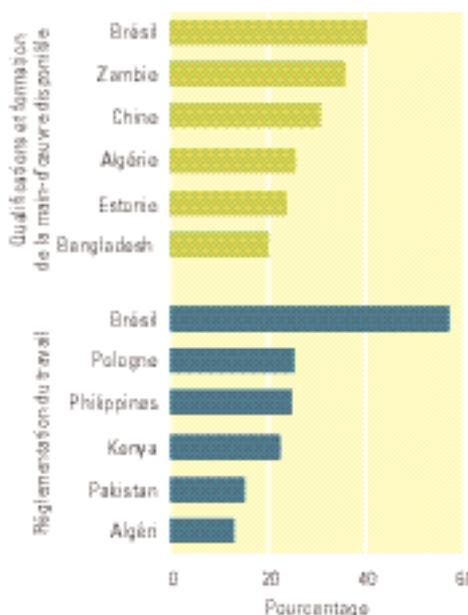
Stabilité et sécurité

Le déclenchement d'une guerre ou d'autres violences généralisées signifie l'arrêt de presque tous les investissements productifs. Mais les entreprises ont besoin d'autre chose que la paix pour consacrer leur énergie et leurs ressources à des investissements productifs. Pour instaurer un climat sain pour l'investissement, un degré raisonnable de stabilité politique et économique est absolument indispensable. C'est sur l'investissement que se font sentir les effets les plus tangibles d'un environnement instable ou peu sûr compte tenu de l'incidence de cette instabilité sur les droits de propriété.

Lorsqu'ils sont solidement établis, les droits de propriété jettent un pont entre l'effort et sa récompense, en assurant les entreprises qu'elles pourront recueillir les fruits de leurs investissements. Plus ces droits sont protégés contre les interventions de l'État ou de tierces parties, plus le lien entre l'effort et la récompense est étroit, et donc plus les agents économiques sont incités à créer de nouvelles entreprises, à investir davantage dans celles qui existent ou simplement à travailler davantage. Les études menées dans de nombreux pays montrent que plus ces droits sont solides, plus la croissance est rapide. Pour renforcer la sécurité des droits de propriété, il faut intervenir dans quatre domaines fondamentaux : la vérification des droits de propriété sur la terre et d'autres biens ; la facilitation de l'exécution des contrats ; la réduction des délits ; et l'arrêt des expropriations non indemnisées.

Vérification des droits de propriété sur la terre et d'autres biens. L'attribution de droits de propriété plus sûrs sur la terre et d'autres biens encourage l'investissement et facilite l'accès aux financements. L'expérience du Pérou, de la Thaïlande et d'un nombre croissant de pays met en lumière les

Figure 17 Pour les entreprises, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la réglementation du travail représentent des contraintes importantes



Note : Pourcentage des entreprises déclarant que l'insuffisance de qualifications et de formation de la main-d'œuvre disponible est un obstacle majeur ou important à l'exploitation de la firme et au développement de ses activités.

Source : Enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

avantages liés à la clarification des droits de propriété sur la terre et à l'instauration d'un système efficace d'enregistrement des droits de propriété. Les registres pour le matériel et d'autres types de bien meubles jouent aussi un rôle important.

Facilitation de l'exécution des contrats. La mise en place d'un système sûr d'exécution des contrats permet de réduire les risques et les coûts liés aux transactions et de faciliter l'accès aux financements. Dans de nombreux pays en développement, plus de la moitié des entreprises interrogées ne sont pas convaincues que les tribunaux feront respecter leurs droits de propriété (figure 14). D'après les données du projet « Pratique des affaires » de la Banque, le temps nécessaire pour faire exécuter un contrat simple peut aller de 48 jours aux Pays-Bas à près de 600 jours en Bolivie, et il dépasse 1 400 jours au Guatemala. Le renforcement du système judiciaire est donc une priorité. Les dispositions complémentaires dans ce domaine incluent la facilitation de la libre circulation des informations relatives à la réputation et la suppression des obstacles

injustifiés qui entravent le recours à d'autres mécanismes de règlement des différends tels que l'arbitrage.

Réduction des délits. Les délits coûtent cher à la société — à peu près le quart du PIB dans certains pays d'Amérique latine^{13/}. Les enquêtes menées auprès des entreprises montrent que les délits sont un obstacle majeur ou important à leur activité dans toutes les régions. Les stratégies prometteuses comportent des mesures visant à prévenir et empêcher les délits et à faire mieux respecter les lois et règlements. Des stratégies communautaires inspirées de la politique inaugurée par la ville de New York sont adoptées dans de nombreux pays du monde.

Arrêt des expropriations non indemnisées. Tous les États se réservent le droit d'exproprier des propriétaires privés dans certaines circonstances. Les entreprises qui craignent que ce pouvoir ne soit exercé de façon arbitraire pourront hésiter à investir. La solution consiste à instaurer un dispositif crédible pour empêcher toute expropriation non assortie d'une indemnisation rapide, appropriée et efficace.

Réglementation et fiscalité

La façon dont l'État réglemente et taxe les entreprises et les transactions, tant à l'intérieur du territoire national qu'à la frontière, a une influence importante sur le climat de l'investissement. Une réglementation bien conçue permet de remédier aux défaillances du marché qui entravent les investissements productifs et de concilier les intérêts des entreprises avec les intérêts plus larges du corps social. Une fiscalité bien conçue procure des recettes pour financer la fourniture de services publics qui permettent d'améliorer le climat de l'investissement et d'atteindre d'autres objectifs sociaux. La difficulté pour tous gouvernants est d'atteindre ces différents objectifs sans compromettre les opportunités de marché et les incitations des entreprises à investir de façon productive, à créer des emplois et à développer leurs activités. Il existe certes des divergences entre les préférences des entreprises et les objectifs sociaux dans ce domaine, mais la plupart des pays en développement disposent d'une marge de manœuvre très importante pour améliorer

leurs méthodes d'approche sans compromettre les intérêts plus larges du corps social.

Amélioration de la réglementation intérieure.

Trop souvent, les gouvernants adoptent des stratégies qui non seulement ne permettent pas d'atteindre les objectifs sociaux recherchés, mais qui en outre nuisent au climat de l'investissement en imposant des coûts et des retards inutiles (figure 15), ce qui favorise la corruption, accroît l'incertitude et le risque et crée des obstacles injustifiés à la concurrence. Pourquoi ? Les problèmes les plus courants proviennent de deux grandes sources. Premièrement, les systèmes réglementaires de tous les pays sont sensibles aux comportements de recherche de rente des entreprises, des agents de la fonction publique et d'autres groupes d'intérêt, ce qui se traduit souvent par des restrictions injustifiées à la concurrence ou de formalités administratives. Deuxièmement, de nombreux pays en développement ont adopté des systèmes réglementaires d'autres pays sans les soumettre préalablement à un examen critique et sans tenir compte des réalités locales.

Ce qu'il faut, c'est établir un meilleur équilibre entre les défaillances du marché et les défaillances de l'État, notamment en adaptant les stratégies aux réalités locales et en augmentant la transparence. Les réformes efficaces réduisent les coûts en supprimant les charges injustifiées et en rationalisant les procédures, comme l'ont fait récemment la Bolivie, l'Ouganda et le Viet Nam en allégeant les formalités d'immatriculation des entreprises. Elles diminuent l'incertitude et les risques réglementaires en limitant les possibilités d'user d'un pouvoir discrétionnaire et en élargissant les consultations. Enfin, elles permettent de lever les obstacles injustifiés à la concurrence en réduisant les barrières réglementaires qui entravent l'entrée et la sortie, et en combattant les comportements anticoncurrentiels des entreprises.

Amélioration de la fiscalité intérieure. Tout le monde se plaint des impôts, et les entreprises des pays en développement ne font pas exception à la règle. Les taux d'imposition appliqués dans les pays en développement sont analogues à ceux des pays

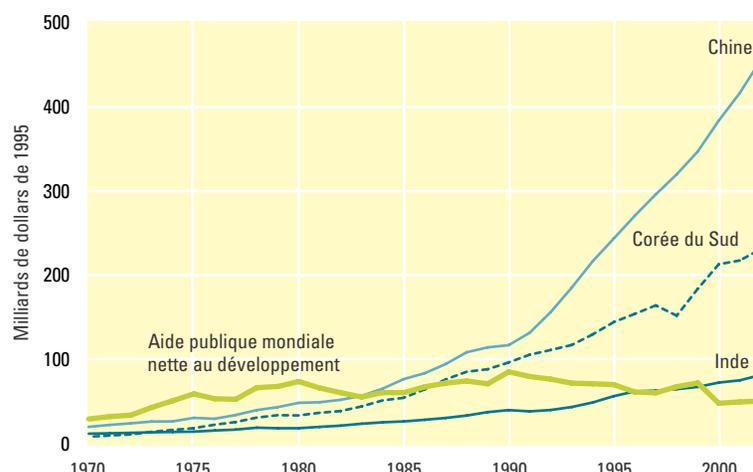
développés. Mais l'importance des pratiques informelles conjuguée à la mauvaise gestion de l'impôt et à la corruption entrave le recouvrement de l'impôt, impose un fardeau disproportionné à ceux qui honorent leurs obligations fiscales et introduit des distorsions dans la concurrence. Les dispositions prises pour maîtriser l'expansion de l'administration publique et dépenser efficacement les deniers publics permettent d'alléger la pression sur le recouvrement des impôts. Et les mesures qui visent à accroître l'autonomie des services fiscaux ont aussi permis d'améliorer les résultats obtenus au Pérou et dans de nombreux autres pays.

Amélioration de la réglementation et de la taxation aux frontières. Depuis ces dernières années, la plupart des pays ont entrepris d'abaisser les obstacles aux échanges et aux investissements internationaux. Mais de nombreux obstacles demeurent. L'amélioration de l'administration des douanes peut aussi avoir des effets positifs très importants. Les mesures efficaces dans ce domaine se basent sur l'exploitation des nouvelles technologies de l'information afin de réduire les retards et la corruption, comme l'ont fait le Ghana, le Maroc et Singapour.

Financement et infrastructure

Lorsque les marchés financiers fonctionnent bien, ils mettent les entreprises en relation avec les prêteurs et les investisseurs désireux de financer leur projet et de partager certains des risques. Un bon réseau d'infrastructure permet de mettre les entreprises en relation avec leurs clients et leurs fournisseurs et les aide à tirer parti des techniques de production modernes. À l'inverse, les insuffisances du secteur financier et des équipements d'infrastructure créent des obstacles qui empêchent les microentrepreneurs comme les multinationales d'exploiter les opportunités de marché et alourdissent leurs coûts. En entravant l'entrée sur les marchés, ces insuffisances affaiblissent aussi la discipline concurrentielle des entreprises en place et émoussent leur incitation à innover et à accroître leur productivité. Ces problèmes peuvent atteindre des proportions importantes dans les pays en développement (figure 16).

Figure 18 La valeur ajoutée du secteur manufacturier d'un seul pays peut dépasser de loin l'aide publique mondiale nette au développement



Note : Les données concernant la Chine, l'Inde et la Corée du Sud indiquent l'évolution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier.

Source : Base de données en ligne de l'OCDE et World Bank (2004a).

Le secteur financier. Le problème fondamental du secteur financier est lié à des problèmes d'information, aggravés dans bien des cas par la précarité des droits de propriété. Mais trop souvent, les interventions de l'État empirent les choses. Les participations de l'État dans le capital des banques, les obstacles à la concurrence, l'orientation sélective ou la bonification du crédit et d'autres mesures introduisent des distorsions sur le marché et entraînent une répression financière. Ce sont surtout les petites entreprises et celles qui n'ont pas de relations politiques qui pâtissent en général le plus des problèmes induits par cette répression.

Les responsables gouvernementaux ont entrepris de s'attaquer à ces problèmes. Les nouvelles méthodes d'approche tiennent compte de ce que les marchés financiers ne sont pas seulement un élément du climat de l'investissement pour les entreprises, mais qu'ils sont aussi largement modelés par le climat de l'investissement dans lequel s'inscrivent les activités des prestataires de services financiers. C'est pourquoi de plus en plus de pays prennent des mesures pour réduire les obstacles à la concurrence, renforcer les droits des créanciers et des actionnaires, établir des agences de renseignements commerciaux et d'autres dispositifs pour remédier aux problèmes d'information, et améliorer la réglementation du système bancaire.

L'infrastructure. Le problème fondamental dans le secteur de l'infrastructure est lié à la position de force sur le marché que permettent d'obtenir les économies d'échelle. Mais les mesures prises pour y remédier en créant des monopoles d'État ont dans bien des cas empiré la situation. La nationalisation et la réglementation sont trop souvent utilisées pour poursuivre des objectifs qui n'ont aucun rapport avec l'efficacité des services, en ce qu'elles visent en général à favoriser certains groupes au détriment d'intérêts plus larges et introduisent de nouvelles sources d'inefficacité. Ce sont les petites entreprises et les communautés pauvres qui sont habituellement les plus pénalisées par ces pratiques.

Comme pour le secteur financier, l'essentiel est d'instaurer un meilleur climat de l'investissement pour les prestataires de services d'infrastructure. La concurrence, l'amélioration de la réglementation et la participation du secteur privé ont transformé

les télécommunications et contribuent de façon plus importante à améliorer la fourniture de l'électricité et des ports. Pour les routes, plusieurs pays obtiennent des résultats positifs en sous-traitant les services et en améliorant les mécanismes de financement. Les pouvoirs publics s'emploient aussi à rationaliser la gestion des ressources publiques — afin d'en obtenir plus pour leur argent lorsqu'ils financent ou subventionnent des services d'infrastructure.

La main-d'œuvre et les marchés du travail

La création d'emplois ou l'amélioration des emplois est l'une des principales raisons qui sous-tendent les mesures prises pour améliorer le climat de l'investissement. Les politiques publiques relatives au marché de l'emploi ont une influence déterminante sur le climat de l'investissement en ce qu'elles facilitent la recherche d'emplois décents par

ENCADRÉ 5 *Principaux messages du Rapport sur le développement dans le monde 2005*

Le climat de l'investissement est essentiel pour promouvoir la croissance et faire reculer la pauvreté

Offrir davantage d'opportunités de marché et d'incitation à toutes les entreprises, quelle que soit leur catégorie, pour les encourager à investir à des fins productives, à créer des emplois et à développer leurs activités devrait être une priorité absolue des pouvoirs publics. La question n'est pas seulement d'accroître le volume des investissements, mais aussi de promouvoir les gains de productivité, qui sont la clé d'une amélioration durable des niveaux de vie.

- L'objectif est d'instaurer un meilleur climat de l'investissement pour tous. Un bon climat de l'investissement profite à la société dans son ensemble, et pas uniquement aux entreprises. Il englobe toutes les firmes, et pas seulement celles qui sont importantes ou qui ont des relations politiques.
- Offrir davantage d'opportunités aux jeunes est une nécessité urgente pour les pays en développement, où 53 % des habitants vivent avec moins de 2 dollars par jour, où le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois plus élevé que le taux de chômage moyen, et où la croissance démographique est rapide.

Il est essentiel de réduire les coûts injustifiés, mais il est tout aussi indispensable de maîtriser les risques liés à l'action gouvernementale et les obstacles à la concurrence

Ces trois éléments sont importants pour les entreprises, et donc aussi pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

- Les coûts induits par les difficultés d'exécution des contrats, l'insuffisance des infrastructures, les délits,

la corruption et la réglementation représentent parfois plus de 25 % du chiffre d'affaires — soit plus de trois fois le montant des impôts que les entreprises versent normalement à l'État.

- Les entreprises des pays en développement estiment que l'élément qui les préoccupe le plus, c'est l'incertitude qui entoure la politique gouvernementale. Cette incertitude et d'autres sources de risques liées à la politique de l'État — telles que la précarité des droits de propriété, l'instabilité macroéconomique et le caractère arbitraire de la réglementation — ont des effets dissuasifs sur les investisseurs. Une plus grande prévisibilité de la politique des pouvoirs publics peut accroître de plus de 30 % la probabilité que les entreprises effectuent de nouveaux investissements.
- Les obstacles à la concurrence profitent à certaines entreprises, mais ils signifient que les consommateurs et d'autres entreprises ne pourront profiter de certaines opportunités et qu'ils devront supporter des coûts plus lourds. Ils réduisent en outre les incitations qu'ont les entreprises protégées d'innover et d'accroître leur productivité. L'augmentation de la pression concurrentielle peut accroître de plus de 50 % la probabilité d'innovation parmi les entreprises.

Pour progresser, il ne suffit pas de changer les politiques officielles

Plus de 90 % des entreprises indiquent qu'il y a une différence entre les règles officielles et ce qui se passe dans la pratique, et le secteur informel de l'économie représente plus de la moitié de la production dans un grand nombre de pays en développement. Pour instaurer un meilleur climat de l'investissement, les gouvernements doivent s'employer à supprimer cette différence, et s'attaquer aux causes plus profondes de l'échec des politiques qui érodent le climat de

l'investissement. Ils doivent pour cela prendre des mesures pour :

- lutter contre la corruption et d'autres formes de recherche de rente qui alourdissent les coûts et introduisent des distorsions dans les politiques ;
- renforcer la crédibilité de la puissance publique afin de rassurer les entreprises et de les inciter à investir ;
- promouvoir la confiance dans les pouvoirs publics afin de pouvoir engager des réformes durables ;
- veiller à ce que les mesures prises par les pouvoirs publics soit adaptées aux réalités locales.

L'amélioration du climat de l'investissement est un processus, non une action ponctuelle

Les politiques et les comportements des pouvoirs publics qui influent sur le climat de l'investissement couvrent un champ d'action très vaste. Mais il n'est pas nécessaire de s'attaquer à tous les problèmes en même temps, et la perfection n'est indispensable dans aucun des aspects de la politique gouvernementale. Il est possible de faire des progrès significatifs en prenant des mesures pour lever des contraintes importantes de manière à rassurer les entreprises pour qu'elles investissent — et en instaurant une dynamique pour inscrire cette action réformatrice dans la durée.

- Comme les contraintes varient à l'infini d'un pays à l'autre et même d'une région à l'autre dans un pays donné, il est indispensable d'évaluer les priorités dans chaque cas. Une communication efficace des pouvoirs publics peut faciliter le processus de réforme, de même que les mesures prises pour réaliser un consensus et maintenir la dynamique des réformes.

les individus. Pour améliorer la politique dans ce domaine, il faut agir sur trois fronts interdépendants : il faut promouvoir la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, faire en sorte que les interventions liées au marché du travail profitent à tous les travailleurs, et il faut aider les travailleurs à s'adapter aux changements.

Promouvoir la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. L'amélioration du climat de l'investissement va de pair avec la valorisation du capital humain. L'existence d'une main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour permettre aux entreprises d'adopter des technologies plus productives, et l'amélioration du climat de l'investissement accroît le rendement de l'investissement dans l'éducation. Le soutien de l'État en faveur de l'éducation et de la formation élargit les perspectives d'avenir des individus — de même qu'il accroît l'aptitude des entreprises à exploiter de nouvelles opportunités de marché. De nombreuses entreprises des pays en développement estiment que l'insuffisance de qualifications et d'instruction des employés est un obstacle majeur ou important pour leur fonctionnement (figure 17). Les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple en faisant le nécessaire pour intégrer les marginalisés dans le système scolaire, renforcer les mécanismes d'assurance de la qualité, adapter la formation dispensée aux besoins des entreprises, et instaurer un climat de l'investissement sain pour les prestataires de services d'éducation et de formation.

Faire en sorte que les interventions liées au marché du travail profitent à l'ensemble des travailleurs. En règle générale, la réglementation des marchés du travail a pour finalité d'aider les travailleurs. Mais des mesures hâtives dissuadent les entreprises de créer davantage d'emplois et contribuent à gonfler les effectifs du secteur non structuré, qui ne sont pas protégés par la législation. Dans ce cas, certains travailleurs peuvent tirer profit des dispositions prises, mais les chômeurs, les travailleurs peu qualifiés et ceux de l'économie informelle en seront exclus. Les interventions de l'État doivent être conçues de manière à tenir compte de cet éventail plus large d'intérêts. De plus en plus de pays entreprennent de

revoir leur politique du marché du travail afin de faciliter l'adaptabilité des salaires, de s'assurer que les réglementations des lieux de travail sont adaptées aux capacités institutionnelles et d'établir un équilibre raisonnable entre la préférence des travailleurs pour la stabilité de l'emploi et la nécessité pour les entreprises d'ajuster leurs effectifs en fonction de leurs besoins.

Aider les travailleurs à s'adapter aux changements. Lorsque le climat de l'investissement est bon, il facilite la répartition la plus productive possible de la main-d'œuvre tout en aidant les travailleurs à s'adapter à la mobilité de la main-d'œuvre. Les progrès technologiques qui favorisent les gains de productivité et la croissance améliorent les conditions de travail et les rémunérations des travailleurs, mais ils peuvent aussi impliquer des changements plus rapides de la part des entreprises et des industries. Dans les économies modernes, de nombreuses entreprises naissent et disparaissent chaque année (approximativement 20 % dans de nombreux pays), et ces créations et destructions concernent entre 10 et 20 % de la population active¹⁴. Lorsque les mécanismes destinés à aider les travailleurs à s'adapter aux changements sont inefficaces, ils brident l'initiative privée et réduisent l'adaptabilité des travailleurs. Ces déficiences peuvent aussi accroître la résistance à des réformes profitables pour le corps social dans son ensemble. Du fait de l'étroitesse de leur base d'imposition, la plupart des pays en développement ont certes du mal à mettre en place des filets de protection sociale de portée générale, mais il est toujours possible d'améliorer le volet assurance des programmes de soutien des revenus ainsi que le partage des risques entre les individus. Des programmes novateurs peuvent aussi être mis en place pour atteindre les travailleurs pauvres et ceux de l'économie informelle qui ne peuvent être couverts par des systèmes d'assurance plus larges.

Aller au-delà de l'essentiel ?

De nombreux pays ne s'arrêtent pas à la mise en place des éléments essentiels que l'on vient de décrire, et interviennent de manière

sélective pour aider certaines entreprises ou certaines activités, ou prennent appui sur le corps de plus en plus imposant des règles et des normes concernant les questions liées au climat de l'investissement. Ces deux politiques peuvent être utiles, mais elles soulèvent des problèmes supplémentaires.

Interventions sélectives

Les améliorations générales apportées au climat de l'investissement permettent d'élargir le cercle de ceux qui en bénéficient, de réduire les pratiques de recherche de rente et d'éviter de nouvelles distorsions. Compte tenu de l'ampleur de ce programme d'action, certaines entreprises ou certaines activités peuvent profiter plutôt que d'autres des avantages des améliorations apportées — c'est le cas par exemple lorsque des infrastructures sont construites dans une région donnée ou lorsqu'une réforme réglementaire concerne une activité donnée. Mais certains pays ne se préoccupent pas seulement de l'agencement des réformes et confèrent des privilèges particuliers à des entreprises ou des activités données. Ces privilèges peuvent prendre diverses formes : restrictions au libre jeu du marché, allègements fiscaux, accès à des crédits bonifiés, et bien d'autres mesures.

Certaines interventions sélectives se justifient du point de vue économique. Tel est le cas des effets externes que peuvent produire les investissements étrangers directs et les activités de recherche et développement. Certaines interventions peuvent être considérées comme un « optimum de second rang » compte tenu de la lenteur des progrès dans le traitement des problèmes de base. D'autres encore ont pour but d'accélérer la croissance en ciblant certains secteurs d'activité. Quelles que soient les motivations qui les sous-tendent, toutes ces interventions doivent éviter les écueils que représentent les exigences hétérogènes des entreprises soucieuses de protéger leurs propres intérêts, les pressions induites par la recherche de rente et tous les autres éléments susceptibles de faire échouer les politiques adoptées.

Bien que les interventions sélectives soient une politique que les pays pratiquent depuis des siècles, l'examen des données d'expérience internationales ne permet pas de dégager de stratégie infaillible. Certains pays d'Asie de

l'Est semblent avoir obtenu de bons résultats avec des interventions sélectives, encore que des études récentes tendent à montrer que l'efficacité de ces interventions pourrait être relativement modeste. L'expérience montre aussi à quel point il est difficile de transplanter des méthodes d'approche ailleurs d'autant que l'environnement international actuel est très différent de ce qu'il était. Globalement, le bilan des pays qui ont voulu miser sur les secteurs d'avenir est décevant. Les efforts déployés pour attirer les investisseurs par des exonérations temporaires d'impôts ou d'autres incitations spéciales ont aussi eu des succès inégaux — même lorsque l'investissement augmente dans la branche d'activité visée, il est difficile de déterminer si les avantages offerts à cette fin étaient nécessaires ou efficaces par rapport aux coûts. De fait, on peut citer de nombreux cas d'interventions sélectives qui ont eu un bilan désastreux, entraînant dans la meilleure des hypothèses un gaspillage des ressources publiques, mais parfois aussi des distorsions nuisibles pour le climat de l'investissement et détournant l'attention d'améliorations plus importantes.

Même dans le meilleur des cas, les interventions sélectives sont souvent une entreprise risquée. Plus l'objectif poursuivi est ambitieux et plus la gouvernance laisse à désirer, plus les chances de succès sont minces. Cela tend à indiquer que les interventions sélectives doivent être abordées avec circonspection et qu'elles ne sauraient servir de substitut à des mesures d'amélioration plus larges du climat de l'investissement. Il est possible de minimiser les aléas de ce genre de stratégies en veillant à ce que les programmes aient un objectif clair et une justification précise, qu'ils séparent l'origine des problèmes de leurs symptômes, que l'instrument corresponde à la logique de l'intervention, qu'ils imposent une discipline aux bénéficiaires, et qu'ils soient administrés de façon transparente et fassent l'objet d'examen périodiques.

Règles et normes internationales

Le corps des règles et des normes internationales qui traitent des questions relatives au climat de l'investissement a connu un développement exponentiel au cours des dernières décennies. On

dénombré à l'heure actuelle plus de 2 200 traités bilatéraux et plus de 200 accords de coopération régionaux. Il existe aussi une pléthore d'instruments multilatéraux, nouveaux ou à l'étude, dans tous les domaines, depuis les échanges, la corruption et le gouvernement d'entreprise jusqu'à la fiscalité, et la réglementation de l'environnement et du travail. Les accords internationaux ont un rôle évident à jouer en réduisant les obstacles aux échanges et aux investissements internationaux. Mais ils pourraient aussi contribuer à améliorer le climat de l'investissement de trois grandes façons : en renforçant la crédibilité afin de réduire les risques, en harmonisant les règles et les normes afin de réduire les coûts, et en traitant le problème des retombées internationales. Dans les trois cas, des arbitrages doivent être opérés.

Renforcer la crédibilité. Du fait même qu'elle alourdit le coût d'une remise en cause des choix d'orientation, l'adhésion à des accords internationaux peut renforcer la crédibilité de la politique gouvernementale et encourager par là les entreprises à investir. Mais fondamentalement ces accords supposent de renoncer à la possibilité de changer de cap, ce qui signifie que les engagements pris doivent être mûrement pesés. Les stratégies qui impliquent l'engagement le plus ferme de la part de l'État — autrement dit celles qui permettent aux entreprises de faire appliquer, à l'encontre de l'État, les obligations d'un traité par le recours contraignant à l'arbitrage international — peuvent renforcer la crédibilité, et elles devraient être étayées par l'action engagée pour accroître la transparence du processus d'arbitrage. Les stratégies qui reposent plutôt sur le souci de respectabilité des gouvernements peuvent aussi renforcer la crédibilité de la politique gouvernementale, mais leur impact dépend de la question de savoir si chaque partie à l'accord exige de l'autre un respect rigoureux des termes de l'accord.

Harmoniser les règles et les normes internationales. Pour réduire les coûts des transactions internationales, de nombreuses initiatives visent à harmoniser certaines

règles ou certaines normes, et les exemples dans ce domaine vont de l'harmonisation du droit des affaires en Afrique de l'Ouest à l'élaboration de normes comptables uniformes. Une action en ce sens peut être une bonne chose pour les pays en développement. Mais il peut y avoir aussi des arbitrages entre l'option qui consiste à adapter les méthodes d'approche aux réalités locales et celle qui consiste à instaurer une certaine concurrence entre différentes façons de procéder. Il y a en outre un certain équilibre à respecter entre les approches multilatérales, régionales et bilatérales en matière d'harmonisation.

Traiter les problèmes posés par les retombées internationales. Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale a été invitée à agir de façon concertée pour traiter un nombre croissant de dossiers concernant des cas où les mesures prises par un pays pouvaient avoir des répercussions dans d'autres pays. Pour les besoins du développement durable, il est important de traiter le problème des retombées internationales dans le domaine environnemental. Lorsque les retombées possibles sont moins tangibles, ou lorsque les avantages d'une intervention sont moins également partagés, il est plus difficile de concevoir une action coopérative. Avec la fiscalité par exemple, certains s'inquiètent de ce que la concurrence que peuvent se livrer les pays soucieux d'attirer les investissements ne se traduise par une course « au moins-disant » fiscal, au détriment du bien-être général des populations. Des préoccupations analogues sont parfois exprimées au sujet d'autres aspects des politiques relatives au climat de l'investissement, et notamment au sujet de la réglementation environnementale. L'expérience acquise jusqu'à présent ne permet guère d'établir que les craintes d'un dumping fiscal ou normatif se sont matérialisées. Mais les tentatives faites pour trouver un terrain d'entente soulèvent aussi des problèmes d'ordre pratique. Les propositions touchant ces domaines d'action et d'autres questions doivent tenir dûment compte du point de vue des pays en développement.

En quoi la communauté internationale peut-elle intervenir utilement

C'est aux responsables des pays en développement, tant au niveau national qu'infrarégional, qu'il appartient d'abord et avant tout d'améliorer le climat de l'investissement. Mais la communauté internationale peut les aider. L'assistance apportée pour améliorer le climat de l'investissement peut produire des dividendes extrêmement importants au plan du développement. La valeur ajoutée du secteur manufacturier que permettent d'obtenir les améliorations du climat de l'investissement, même au niveau d'un seul pays, dépasse de loin l'aide au développement fournie à l'échelle mondiale (figure 18). La communauté internationale peut aider les pays en développement à recueillir ces dividendes de trois manières : en supprimant les distorsions induites par les pays développés qui nuisent au climat de l'investissement dans les pays en développement, en fournissant une assistance plus généreuse et plus efficace, et en faisant avancer l'important programme d'action relatif au savoir.

Éliminer les distorsions dans les pays développés

Les pays en développement ne sont pas les seuls à faire des efforts pour améliorer le climat de l'investissement. Les distorsions dans les échanges et les marchés induites par les politiques des pays développés coûtent cher à l'économie de ces pays. Elles érodent aussi les opportunités de marché et les incitations des entreprises qui investissent dans les pays en développement. On estime que la suppression des mesures de protection commerciale des pays développés et des distorsions qu'elles entraînent dans les pays développés pourraient se traduire pour les pays en développement par des gains pouvant atteindre 85 milliards de dollars d'ici à 2015¹⁵ — soit plus de quatre fois l'aide publique au développement actuellement fournie pour l'amélioration du climat de l'investissement.

Fournir une aide plus généreuse et plus efficace

La communauté internationale fournit depuis longtemps une aide au développement pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à améliorer le climat de l'investissement. Les entreprises bénéficient elles aussi d'un soutien direct substantiel. Mais il est possible de faire plus dans ces deux domaines.

L'aide au développement affectée à l'amélioration du climat de l'investissement.

Le quart à peu près de l'aide publique au développement, soit 21 milliards de dollars par an environ, est consacré aux mesures destinées améliorer le climat de l'investissement, la plus grande partie étant directement affectée au développement de l'infrastructure¹⁶. L'assistance technique peut être l'un des moyens les plus efficaces d'aider les pays à améliorer le climat de l'investissement, mais elle ne représente que 13 % de l'assistance apportée à ce titre. Il est possible d'augmenter cette aide et d'en accroître l'efficacité. Pour améliorer l'efficacité de l'aide, il faut restreindre la place des méthodes d'approche fondées sur l'offre et faire de plus grands efforts pour s'assurer que les solutions préconisées tiennent compte des réalités locales. Les programmes d'assistance technique financés par plusieurs bailleurs de fonds jouent un rôle croissant dans plusieurs domaines qui intéressent la politique du climat de l'investissement. Ils permettent en outre de mobiliser des ressources et des compétences dans des secteurs spécialisés et d'améliorer l'efficacité globale de l'aide.

Soutien fourni directement aux entreprises et aux transactions.

Si elle est bien conçue, cette aide peut compléter les dispositions prises pour améliorer le climat de l'investissement. L'aide au développement apportée pour soutenir les petites entreprises via l'octroi de lignes de crédit et le renforcement des capacités représente un montant à peine plus important que la valeur de l'assistance technique fournie pour améliorer le climat de l'investissement. Toutefois, le bilan de ces

mesures est inégal et l'application des directives suggérées pour les interventions sélectives des pouvoirs publics serait une bonne chose. Les pays développés et les organismes internationaux fournissent environ 26 milliards de dollars par an sous forme de prêts non concessionnels ou de garanties pour faciliter certaines transactions. Bien que ce type de soutien n'entre pas dans l'aide au développement, il serait possible de renforcer son impact sur le développement en mettant davantage l'accent sur la contribution que ces transactions apportent à la création de marchés plus transparents et plus compétitifs.

***Faire avancer l'important
programme d'action relatif
au savoir***

Les nouvelles sources de données du genre de celles sur lesquelles s'appuie ce Rapport

permettent de mieux comprendre les éléments qui sont à la base de la croissance et du recul de la pauvreté. Mais un programme d'action de longue haleine doit être mis en oeuvre pour élargir et approfondir cette compréhension afin de pouvoir offrir des conseils aux gouvernants. Il faut en particulier établir un nombre plus important d'indicateurs objectifs du climat de l'investissement et effectuer des analyses systématiques des expériences des pays afin de pouvoir tirer les enseignements qui s'en dégagent.

Avec un travail collectif sur ces questions, la communauté internationale peut contribuer à instaurer un meilleur climat de l'investissement dans les pays en développement et contribuer de la sorte à faire de cette planète un monde plus soucieux de l'intégration des laissés-pour-compte, plus équilibré et plus pacifique.

Notes

1. Johnson, McMillan, et Woodruff (2002).
2. Feder et al. (1988).
3. Hall et Jones (1999) ; Parente et Prescott (2000) ; Easterly et Levine (2001) ; Bosworth et Collins (2003).
4. Schumpeter (1942).
5. OIT (2004).
6. OCDE (2002), et Carlson et Payne (2003).
7. Dollar, Hallward-Driemeier, et Mengistae (2003) et Hallward-Driemeier, Iarossi et Sokoloff (2002).
8. Minot et Goletti (2000) et Winters, McCulloch et McKay (2004).

Références

Le terme « processed » (document interne) qualifie les travaux reproduits de manière informelle, qu'il n'est pas toujours possible de se procurer dans des bibliothèques.

- Aghion, Philippe, Robin Burgess, Stephen Redding, and Fabrizio Zilibotti. 2002. "Liberalization, Institutions, and Industrial Performance: Evidence from India." Paper presented at the International Trade and Investment Conference. Cambridge, Mass. August 5.
- Ahluwalia, Montek. 2002. "Economic Reforms in India Since 1991: Has Gradualism Worked?" *Journal of Economic Perspectives* 16(3):67–88.
- Ayyagari, Meghana, Thorsten Beck, and Asli Demirgüç-Kunt. 2002. "Small and Medium Enterprises across the Globe: A New Database." Washington, D.C.: World Bank Policy Research Working Paper Series 3127.
- Bartelsman, Eric, John Haltiwanger, and Stefano Scarpetta. 2004. "Microeconomic Evidence of Creative Destruction in Industrial and Developing Countries." Background paper for the WDR 2005.
- Bosworth, Barry, and Susan M. Collins. 2003. "The Empirics of Growth: An Update." The Brookings Institution. Washington, D.C. Processed.
- Burgess, Robin, and Tony Venables. 2003. "Towards a Microeconomics of Growth." London School of Economics. London. Processed.
- Carlson, Ingrid, and Mark J. Payne. 2003. "Estudio Comparativo de Estadísticas de Empleo Público en 26 Países de América Latina y el Caribe." In Koldo Echebarria, eds., *Red de Gestión y Transparencia de la Política Pública. Servicio Civil: Temas para un Diálogo*. Washington, D.C.: Banco Interamericano de Desarrollo.
- Chen, Shaohua, and Yan Wang. 2001. "China's Growth and Poverty Reduction: Trends between 1990 and 1999." Washington, D.C.: World Bank Policy Research Working Paper Series 2651.
- De Long, J. Bradford. 2003. "India since Independence: An Analytical Growth Narrative." In Dani Rodrik, eds., *In Search of Prosperity*. Princeton: Princeton University Press.
- Dollar, David, Mary Hallward-Driemeier, and Taye Mengistae. 2003. "Investment Climate and Firm Performance in Developing Countries." World Bank. Washington D.C. Processed.
- Easterly, William, and Ross Levine. 2001. "It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models." *World Bank Economic Review* 15(2):177–219.
9. Hoekman, Kee et Olarreaga (2001).
10. World Bank (1996).
11. Field (2002).
12. Forum économique mondial (2004).
13. Londoño et Guerrero (2000).
14. Bartelsman et al (2004).
15. World Bank (2004a).
16. Migliorisi et Galmarini (2004).
- Feder, Gershon, Tongroj Onchan, Yongyuth Chalamwong, and Chira Hongladarom. 1988. *Land Policies and Farm Productivity in Thailand*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Field, Erica. 2002. "Entitled to Work: Urban Property Rights and Labor Supply in Peru." Princeton, N.J.: Princeton University, Princeton Law and Public Affairs Working Paper 02-1.
- Hall, Robert E., and Charles I. Jones. 1999. "Why Do Some Countries Produce so much more Output per Worker than Others?" *Quarterly Journal of Economics* 114(1):83–116.
- Hallward-Driemeier, Mary, Giuseppe Iarossi, and Kenneth L. Sokoloff. 2002. "Exports and Manufacturing Productivity in East Asia: A Comparative Analysis with Firm-Level Data." Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research Working Paper Series 8894.
- Hoekman, Bernard, Hiau Looi Kee, and Marcelo Olarreaga. 2001. "Markups, Entry Regulations, and Trade: Does Country Size Matter?" Washington, D.C.: World Bank Policy Research Working Paper Series 2662.
- Holmgren, Torgny, Louis Kasekende, Michael Atingi-Ego, and Daniel Ddamulira. 2001. "Uganda." In Shantayanan Devarajan, David Dollar, and Torgny Holmgren, eds., *Aid and Reform in Africa: Lessons from the Case Studies*. Washington, D.C.: World Bank.
- ILO (International Labour Organisation). 2004. *Global Employment Trends*. Geneva: International Labor Organization.
- Johnson, Simon, John McMillan, and Christopher Woodruff. 2002. "Property Rights and Finance." *American Economic Review* 92(5):1335–56.
- Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi. 2003. "Governance Matters III: Governance Indicators for 1996–2002." Washington, D.C.: World Bank Policy Research Report Series 3106.
- Londoño, Juan Luis, and Rodrigo Guerrero. 2000. "Violencia en América Latina: Epidemiología y Costos." In Rodrigo Guerrero, Alejandro Gaviria, and Juan Luis Londoño, eds., *Asalto al Desarrollo: Violencia en América Latina*. Washington, D.C.: Inter-American Development Bank.
- Migliorisi, Stefano, and Marco Galmarini. 2004. "Donor Assistance to Investment Climate Reforms." Background paper for the WDR 2005.

- Minot, Nicholas, and Francesco Goletti. 2000. *Rice Market Liberalization and Poverty in Vietnam*. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute, Research Report 114.
- Narayan, Deepa, Robert Chambers, Meera Kaul Shah, and Patti Petesch. 2000. *Voices of the Poor: Crying Out for Change*. Washington, D.C.: World Bank.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2002. *Highlights of Public Sector Pay and Employment: 2002 Update*. Paris: Organization for Economic Co-operation and Development.
- Panagariya, Arvind. 2003. "India in the 1980s and 1990s: A Triumph of Reforms." Paper presented at the Tale of Two Giants: India's and China's Experience with Reform and Growth Conference. New Delhi. November 14.
- Parente, Stephen L., and Edward C. Prescott. 2000. *Barriers to Riches*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Pritchett, Lant. 2004. "Reform is Like a Box of Chocolates: Understanding the Growth Disappointments and Surprises." Kennedy School of Government, Harvard University. Cambridge, Mass. Processed.
- Qian, Yingyi. 2003. "How Reform Worked in China." In Dani Rodrik, eds., *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Rodrik, Dani, and Arvind Subramanian. 2004. "From 'Hindu Growth' to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition." Harvard University. Cambridge, Mass. Processed.
- Schneider, Friedrich. 2002. "Size and Measurement of the Informal Economy in 110 Countries Around the World". Paper presented at the Workshop of Australian National Tax Centre. Canberra, Australia. July 17.
- Schumpeter, Joseph. 1942. *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York: Harper and Row.
- Varshney, Ashutosh. 1998. "Mass Politics or Elite Politics? India's Economic Reforms in Comparative Perspective." *Journal of Policy Reform* 2(4):301–35.
- Winters, Alan, Neil McCulloch, and Andrew McKay. 2004. "Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far." *Journal of Economic Literature* 42(1):72–115.
- World Bank. 1996. *Morocco-Socioeconomic Influence of Rival Roads: Fourth Highway Project*. Washington, D.C.: World Bank, Operations Evaluation Department.
- . 2001. *Uganda. Country Assistance Evaluation: Policy, Participation, People*. Washington, D.C.: World Bank, Operations Evaluation Department.
- . 2002. *World Bank Policy Research Report 2002. Globalization, Growth, and Poverty: Building an Inclusive World Economy*. New York: Oxford University Press.
- . 2004a. *Global Economic Prospects 2004: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2004b. *World Development Indicators*. Washington, D.C.: World Bank.
- . 2004c. *Doing Business in 2005: Removing Obstacles to Growth*. Washington, D.C.: World Bank.
- World Economic Forum. 2004. *The Global Competitiveness Report 2003-2004*. Geneva: World Economic Forum.
- Young, Alwyn. 2000. "Gold into Base Metals: Productivity Growth in the People's Republic of China during the Reform Period." *Journal of Political Economy* 111(6):1220–61.

World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone

World Development Report 2005 looks at what governments can do to improve the investment climates of their societies to increase growth and reduce poverty. The Report identifies the opportunities and challenges governments face in making investment climate

improvements and suggests practical strategies for accelerating progress. This Report offers practical insights for policymakers and their advisors as well as all those with an interest in growth and poverty reduction in developing countries.

Title	Stock #	Price	Qty.	Total US\$
World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone A Copublication of the World Bank and Oxford University Press.				
Paperback. ISBN 0-8213-5682-8	D15682	\$26		
Hardcover. ISBN 0-8213-5724-7	D15724	\$50		

* Shipping and Handling charges are \$8.00 per order. If a purchase order is used, actual shipping will be charged. For air mail outside the U.S., charges are US\$7.00 per order plus US\$6.00 per item.

PAYMENT METHOD

Orders from individuals must be accompanied by payment or credit card information. Credit cards are accepted only for orders addressed to the World Bank. Check with your local distributor about acceptable credit cards. Please do not send cash.

YES, please send my copy of **World Development Report 2005**
(Please Print)

Name _____

Title _____

Organization _____

Address _____

City _____

State _____

Zip/Postal Code _____

Country _____

Phone _____

Fax _____

E-mail _____

Subtotal _____
Shipping and Handling* _____
Total US\$ _____

PAYMENT METHOD

Orders from individuals must be accompanied by payment or credit card information. Credit cards accepted only for orders addressed to the World Bank. Please do not send cash.

Charge \$_____ to my:

American Express Mastercard Visa

Card no. _____

Expiration date _____ / _____

Name _____
as it appears on the card

Signature _____
required for all credit card charges

Check no. _____

in the amount of \$_____ is enclosed. When ordering directly from the World Bank, make check payable in U.S. funds drawn on a U.S. bank to: The World Bank. Please send your check with your order.

Institutional customers in the U.S. only:
Bill me. Please include purchase order.

Mail order to:
World Bank Publications
P.O. Box 960, Herndon, VA 20172-0960, USA,
or Fax to 703-661-1501.
Order by phone: 703-661-1580 or 800-645-7247. Order online: www.worldbank.org/publications
Questions? **E-mail us at books@worldbank.org**

DCWR5



**WORLD BANK
Publications**

The reference of choice on development

*Visit our website at
www.worldbank.org/publications*